**UN AN DE COHABITATION...****RAS LE BOL !****BRISONS
LE CONSENSUS !****Editorial**

Le 16 mars 1986, c'était il y a un an. La revanche de la droite : on allait voir ce qu'on allait voir ! Du balai les socialos... Chirac c'est rien que du bon. Une main de fer dans un gant de fer, bien dégagé sur les deux oreilles et la raie à droite. Tout le peuple fut à l'affût. « Greenpeace », ça suffit... il nous faut de l'intègre et nettoyer la France.

Il n'empêche que la reprise de l'inflation, il n'empêche que les 101 Maliens, il n'empêche que le code de la nationalité, les trois millions et demi de chômeurs officiels, la cohabitation, les manifestations lycéennes et étudiantes, les grèves des cheminots, les instituteurs... ça fait un peu désordre tout ça. Un peu libéralisme, pour tout dire. Ce n'est évidemment, pas nous, anarchistes, qui nous plaindront du sursaut des étudiants face à Deva-

quet et Monory, ni de l'âpreté et de l'intransigeance des grévistes de la S.N.C.F., tant il est vrai que ces phénomènes sociaux ont surpris par leur ampleur et leur responsabilité.

Mais cette forme nouvelle de cohabitation entre socialisme molasson et libéralisme aux « crocs blancs » inaugura une nouvelle forme d'oppression. Cette année fut celle de tous les dangers. Les nazillons style Longuet ou Madelin, les sinistres crapules Pasqua-Pandraud, les sournois style Chalendar ont à chaque instant œuvré, afin qu'en tout moment, en tout lieu et sous prétexte de sécurité, chaque citoyen puisse trouver à bon compte son confort muet. Ce sont certainement les appels à la délation, prétextes à des mesures liberticides et systématiquement valorisées par des institutions de plus en plus réactionnaires, qui entre autres feront suer la crainte au troupeau...

Que dire enfin de l'Etat R.P.R. qui officialise son pouvoir sur les chaînes de télé. N'oublions pas

que Bouygues ou Lagardère sont de ceux qui représentent ce que l'on peut attendre de pire. L'un construit des maisons payables en 20 ans et l'autre, par sa filière Matra, vend des canons. Deux empires financiers, non pas à la botte du pouvoir, mais qui participent à l'étouffement et à la béatitude des classes les plus laborieuses.

Il est de plus en plus vrai de dire qu'associer leur noms au concept de liberté, tient de l'obscène. Il est aussi nécessaire d'affirmer que le véritable pouvoir ce n'est plus seulement une tripotée de ministres qui palabrent chaque mercredi, mais c'est aussi les rouages insidieux, les responsables dans l'ombre, ceux qui restent en place malgré tout ce qui « papillonne » autour d'eux. La véritable force de l'Etat ce n'est pas seulement la vitrine libérale, mais c'est aussi une formidable inertie qui, quelque soit les changements politiques, s'acharne toujours à étouffer la révolte. Il n'est pas certain qu'elle y parvienne.

communiqués éditions

• PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contacts et infos au répertoire antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• VENDÉE

Le groupe libertaire de Vendée vient d'adhérer à la Fédération anarchiste. Il se réunit le 3^e vendredi du mois à la Bourse du travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h. Pour tout contact, écrire à Groupe de recherches et d'études libertaires, Bourse du travail, 85000 La Roche-sur-Yon.

• BOURGOIN

Le groupe de Bourgoin organise avec la C.N.T. une conférence-débat : « Qu'est-ce que le syndicalisme révolutionnaire ? », le vendredi 20 mars, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• LILLE

Le Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux a besoin de votre aide financière pour ouvrir ses portes. Des bons de soutien ont été édités à 20 F, 50 F, 100 F et plus. On peut se les procurer en écrivant au C.E.S., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

• LILLE

La permanence du groupe Benoît-Brouchoux du mardi soir est supprimée au profit du mercredi, de 12 h 30 à 13 h 30, à la faculté de Lettres (M^e Pont-de-Bois), et le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 sur le marché de Wazemmes (à l'angle de la rue Racine). Adresse postale : C.E.S., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

• TOULOUSE

Dans la série « Les anars vous invitent à aller au cinéma », le groupe Albert-Camus propose une nuit de cinéma au ciné-club Le Cratère, 95, Grand-Rue Saint-Michel, à 8 h 30, le 20 mars 1987. Au programme : « Le Mur » de Yilmaz Güney, « Dupond Lajoie » d'Yves Boisset, « Laurel et Hardy conscrits », « Viva Zapata » d'Elia Kazan. Participation aux frais : 35 F. Casse-croûtes et boissons prévus. Petit-déjeuner offert aux rescapés. Pour tout contact : C.E.A.C., 1 bis, rue Gramat, Toulouse.

éditions

• « ESPAGNE 36 »

Le groupe Sacco-Vanzetti informe de la parution du livre : « Espagne 36. Images de la révolution sociale ». Cet album photos, en cinq langues (espéranto, anglais, français, espagnol et italien), est disponible au prix de 100 F à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• AUTOCOLLANT

Le groupe Paris-XVII^e vient d'éditer un autocollant reproduisant l'affiche Pasqua-Pandraud. En vente au prix de 1 F l'unité et 0,40 F à partir de 10 exemplaires.

• ENVELOPPES

Deux enveloppes ont été éditées : l'une à propos de Michel Bakounine et l'autre de Louise Michel. Elles sont mises en vente au prix de 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 ex., 1 F (50 ex.), 0,80 F (100 ex.) et disponibles à la librairie du Monde libertaire.

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »
ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

• « LA FEUILLE »

Le groupe Paris-XV^e propose gratuitement (et à toute occasion) son journal, « La Feuille », dans la pure tradition libertaire.



La Fédération anarchiste vient d'éditer une affiche antimilitariste : « N'attends pas d'être au pied du mur ! ». Prix : 5 F l'unité, 1,10 F au-dessus de 10 exemplaires.

• AFFICHE



• « LES OEILLETS ROUGES »

Le n°2 des « Oeillets rouges » vient de paraître. Au sommaire : le terrorisme en question, terrorisme et extrême gauche, terrorisme au service de l'Etat, anarchistes et terrorisme, l'ordre de la crise, 1936 suite... Prix : 40 F l'exemplaire, en vente à la librairie du Monde libertaire. Abonnement : 120 F les 4 numéros (en soutien : 200 F), « Les Oeillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil.



• « LA COMMUNE LIBERTAIRE »

La commune libertaire
Edition par le groupe Paris-XXI^e de la Fédération anarchiste

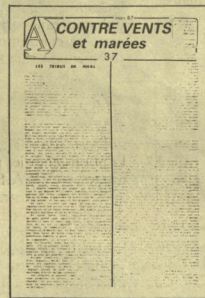
LA LUTTE, PAS LA RÉSIGNATION

JUIN 36 : CINQUANTE ANS

Le groupe Fresnes-Antony vient de sortir le n°19 de sa feuille gratuite « La Commune libertaire ». Elle est disponible contre 2,20 F en timbre à son local : groupe Fresnes-Antony, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le n°37, mars 1987, du journal d'humeur anarchiste « Contre vents et marées » vient de paraître. Prix : 2 F, abonnement : 50 F. Contact : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



• « COMMUNE LIBERTAIRE »

COMMUNE Libertaire

« Commune libertaire » du groupe Louise-Michel est paru. Au sommaire : sur la butte Montmartre, 18^e : bunker de la délinquance ?, les droits de l'homme, insécurité ou délire insécuritaire ?

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^e République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

débats

• SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy projettera un montage diapositives sur le thème de la Révolution espagnole (1936-1939). Cette projection aura lieu le 27 mars et sera suivie d'une réunion-débat. Adresse : Centre Alfa, 3, allée des Pensées, 93130 Bondy.

• GARD

Le groupe libertaire du Gard organise une soirée-débat avec J.-M. Raynaud le vendredi 3 avril, à 20 h 30, au centre culturel Pablo-Neruda de Nîmes. Participation aux frais : 20 F. Venez nombreux.

• LYON

La coordination libertaire de Lyon et le groupe F.A. de Bourgoin organisent une réunion d'infos avec le secrétaire du Mouvement libertaire chilien. Témoignage direct de l'opposition sociale au régime fasciste de Pinochet, tant au niveau syndical, antimilitariste que pacifiste : vendredi 27 mars, 20 h 30, à la librairie La Gryphe, 5, rue Sébastien-Gryffe, 69004 Lyon.

• TOURS

Le groupe de Tours et la C.N.T.-P.T.T. d'Indre-et-Loire organisent, sous l'égide de l'A.D.E.L.E. (Association départementale d'expression libertaire et d'échanges), une soirée diaporama-débat sur l'Espagne 36-39 le jeudi 19 mars, à 20 h 30, au cinéma Les Studios-C.N.P., 18, rue des Ursulines, Tours. Un camarade espagnol, ayant vécu les événements, sera présent. D'autre part, une exposition sur l'Espagne 36-39 sera visible au même endroit du 11 au 19 mars compris.

• PARIS

La commission de propagande des Relations intérieures reprend sa série de cours sur l'anarchisme. Le prochain aura lieu mardi 24 mars à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (M^e Abbesses). Thème : « Le fédéralisme anarchiste » par Régis Faudot.

• AUBENAS

Le mardi 24 mars, à 20 h 30, salle Marcel-Gimond au Château d'Aubenas, le Cercle d'études sociales et le groupe d'Aubenas organisent un débat après la projection du film vidéo : « Ecoutez May Picqueray » (la vie et les luttes d'une militante libertaire). Vous trouverez sur place : revues, livres et brochures. Entrée gratuite.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise le samedi 28 mars un forum sur l'éducation libertaire. Au programme. A 15 h, le film « Allons z'enfants » (de Y. Boisset) sera projeté, suivi d'un débat avec Jean-Marc Raynaud à propos de la sortie de son livre « Dires et agirs d'éducatrices libertaires ». A 20 h, une nouvelle projection : « Une semaine de vacances » (de B. Tavernier) aura lieu, suivie d'un débat avec D. Cohn-Bendit, le Lycée autogéré de Saint-Nazaire, le Lycée expérimental d'Oléron, le groupe Freinet, l'Ecole émancipée, la colo l'Echappée belle. Bouffe, buvette, table de presse. Entrée : 20 F. Et tout cela se passera à la salle Daviers, 5, boulevard Daviers, Angers.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Société : Terrorisme, la logique d'une dérive — PAGE 4, Luites : Lettre ouverte à Monory, Le S.N.I. nouveau est arrivé. Les instits dans la région lilloise — PAGE 5, Social : E.D.F. : l'intoxe, Le « Matin » : la fin ? En Bref, Congrès régional des Scoop — PAGE 6, Société : Manif contre le code de la nationalité, Charité « new look », Des familles sinistrées, Manif anti-Pandraud — PAGE 7, Société : Nouvelles du front, C.S.R. : le point, Le refus de l'insupportable, Matin : quel journal ! — PAGE 8, Dans le monde : Brésil, échec sur toute la ligne — PAGE 9, Informations internationales : Chili, l'Unité populaire au pouvoir (2^e partie) — PAGE 10, Archives : Le colonialisme en Nouvelle-Calédonie — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Spectacle, Dessin de la semaine — PAGE 12, Arguments : L'Hexagone aux Hexagonaux, Le beurre et l'argent du beurre.

ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE
AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO »

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

TERRORISME ET RÉVOLUTION (1^{ère} PARTIE)Logique
d'une dérive

NOUS vous présentons cette semaine le premier volet d'une série de trois articles consacrés au terrorisme. A l'heure où ce « fléau » fait la une de tous les journaux et bulletins d'information, dans l'intérêt d'un Etat qui trouve ainsi un épouvantail avec lequel il espère renforcer le consensus social, il convient d'essayer de comprendre les liens pouvant exister entre terrorisme et révolution. Au-delà de la condamnation unanime de tous ceux qui se proclament révolutionnaires, peut-on néanmoins discerner certaines filiations ? La question mérite d'être traitée franchement.

La rédaction

Haro sur le baudet

DEPUIS déjà une bonne dizaine d'années, le terrorisme à connotation révolutionnaire ou tout simplement politique domine l'actualité de notre pays et des sociétés industrielles « avancées ». Il ne se passe pas un jour en effet sans que l'on soit abreuvé d'aboiements gouvernementaux (de droite comme de gauche) et de campagnes médiatiques à grand spectacle à propos de la menace et du danger terroriste. Et sur fond de prises d'otages, d'explosions de bombes ou d'exécutions, le corps social tout entier se trouve aujourd'hui littéralement obsédé par le terrorisme.

Ce terrorisme, pourtant, qui vise à créer des rapports de forces (prises d'otages, bombes...), à réveiller l'« apathie » des masses par des actions « exemplaires » (Action directe, Fraction armée rouge...) ou à attaquer médiatiquement le système dominant (Brigades rouges...), ne représente que peu de chose par rapport à celui des innombrables gagne-petits du règlement de compte « made in faits divers » et des non moins innombrables premières gâchettes et seconds couteaux du terrorisme de droit commun. Les chiffres sont là qui le prouvent (1), le terrorisme à connotation révolutionnaire n'est qu'un obscur tâcheron en matière de « boum badaboum » et de sanginolent banal. Mieux, si on le compare à celui des bons apôtres du bla bla démocratique qui sévissent de manière « industrielle » à la Grenade, aux Malouines, en Irlande, sur le *Rainbow Warrior*... et qui sont eux les véritables formule I d'une violence sanctifiée à l'oint du terrorisme d'Etat, il fait carrément figure de bricoleur et d'amateur.

Dans ces conditions, force est bien de constater que si le terrorisme à connotation politique et révolutionnaire est au cœur des préoccupations du pouvoir, des médias et de la population ce n'est nullement par son poids militaire ou politique. De toute évidence, son « importance » est due au fait qu'il remplit une *fonction sociale* dans la stratégie mise en œuvre par les dominants et leurs haut-parleurs médiatiques, pour assooir une domination sur les populations. Et de ce point de vue, il n'est pas exagéré de dire que si le terrorisme qui se réclame de la révolution n'existe pas, le pouvoir ne manquerait pas de l'inventer !

Mais cela étant, par-delà une réflexion fondamentale qui doit nous conduire à nous demander si le « consensus » et la « convivialité sociale » à la mode du capitalisme post-industriel de nos prétendues « sociétés programmées » (2) ne génèrent pas un phénomène qui non seulement les arrange mais qui de plus leur est peut-être nécessaire pour tenter de survivre à l'évidence têtue de la lutte des classes, est-ce pour autant qu'il faut dire que la révolution n'a rien à voir avec le terrorisme et son cortège sordide de chantages et de tueries ?



Je t'aime, moi non plus !

Bien évidemment, que les cent mille et un astéroïdes de la galaxie révolution cherchent aujourd'hui à se démarquer du terrorisme qui se pare de leur drapeau est une chose indéniable. Et une bonne chose, même. Mais qu'ils prétendent qu'entre eux et ce terrorisme il n'y ait aucun rapport en est assurément une autre.

Comment en effet expliquer que la plupart des militants de la R.A.F., d'A.D., des C.C.C., des B.R., de l'Autonomie... soient issus du maoïsme, du trotskysme, de l'anarchisme ? Comment expliquer que les références politiques, idéologiques, militaires et jusqu'à la langue de bois des enrégés de la lutte armée proviennent du fonds commun « culturel » de l'extrême gauche révolutionnaire ?

De même, comment expliquer que dans un premier temps, ici et là, on ait pu sinon manifester de l'enthousiasme et de la sympathie à l'encontre des adeptes de Che Guevara ou des Tupamaros, du moins les tenir en camaraderie ? Et puis, comment expliquer le flirt avec le terrorisme de certaines organisations se situant sans contestation possible dans le camp de l'extrême gauche révolutionnaire (tel fut le cas de la N.R.P. — la Nouvelle Résistance populaire, d'Alain Geismar — et des N.A.P.A.P., Noyaux armés pour l'autonomie prolétarienne) ? A l'évidence, si aujourd'hui il n'y a plus guère de rapport entre l'extrême gauche révolutionnaire et un terrorisme se réclamant de la révolution force est donc de reconnaître que ça n'a pas toujours été le cas.

Dans ces conditions, la question se pose — incontournable — de savoir qu'elle est la véritable nature de cette « communauté originelle » et de la divergence qui s'est ensuivie. S'agit-il d'une dérive et de sa logique, comme le pensent les révolutionnaires à la mode du maoïsme, du trotskysme ou plus généralement du gauchisme qui tentent de regarder les réalités en face ? Ou bien s'agit-il, comme le pensent un grand nombre de libertaires, de la dérive chromosomique d'une certaine logique s'ancrant corps et âme dans une certaine conception — marxiste ou marxienne — de la révolution ?

Lutte armée
et révolution

C'est un fait, à ses débuts l'option choisie par les Brigades rouges, la R.A.F., A.D. ou les autonomes à la mode P.38 s'intégrait assez bien dans le schéma gauchiste de la révolution et de la lutte armée. Ces groupes en effet s'inscrivaient clairement dans une stratégie de radicalisation de la lutte des classes au plan national ou international. La décision qu'ils avaient prise d'affronter la bourgeoisie, le pouvoir et l'Etat, les armes à la main se voulait un prolongement de la guerre de classes se déroulant quotidiennement sur le terrain économique et social. Un moyen supplémentaire permettant, en dopant la répression, de mettre à nu l'« âme noire » des démocraties occidentales, de placer les masses en situation de percevoir la vraie nature du système, de dynamiser leur « instinct de classe » et de précipiter le choc frontal final entre exploités et exploités. Un coup de pouce en forme d'accélération au processus historique, donc.

Dans cette optique, leur choix stratégique comme leurs actes



avaient une dimension politico-militaire évidente, avec prééminence du politique sur le militaire. La R.A.F., en visant des objectifs constitués par des centres militaires de l'O.T.A.N. en Allemagne, cherchait à apporter un soutien concret à un Viêt-nam écrasé par les bombes américaines et à aiguillonner un mouvement progressiste en pleine phase ascendante.

Les B.R., fortes des vagues déferlantes de l'après-68, avaient comme ambition de déborder le P.C.I. et de se substituer à lui et elles avaient de ce fait choisi d'évoluer principalement dans l'espace de la production, au cœur même des usines.

Les autonomes italiens et français, ivres du bouillonnement de l'après-Mai, avaient opté pour une immersion tous azimuts au sein d'un mouvement social traversé par l'émergence des travailleurs précaires et la montée en puissance de pratiques d'action directe, du genre squats ou autoréductions. Action directe se plaçait délibérément dans la perspective de l'internationalisme prolétarien...

Bref, à l'origine, les uns et les autres, en se proclamant communistes et en cherchant à enclencher un processus de rupture révolutionnaire au plan politique, économique, social et militaire avec le Vieux Monde, ne différaient pas fondamentalement de leurs petits camarades du gauchisme ordinaire. Simplement, ils se voulaient plus radicaux, estimant que le moment historique était favorable à une radicalisation de la lutte des classes et qu'il était temps, sinon urgent, de sortir du champ clos du discours pour passer à l'acte. Simple affaire d'appréciation de la situation historique, donc. Ou de tripes ! Et par là même une formidable porte ouverte sur toutes les aventures et sur toutes les dérives !

Recherche boussole
désespérée !

Quand, lors des années 70, un certain nombre de militants, de groupes et d'organisations choisirent d'appuyer sur l'accélérateur de la lutte armée c'était l'époque de la guerre du Viêt-nam, des luttes de libération fixées à l'héroïne castriste et guévariste, du nouveau mouvement social à la mode des grandes luttes de l'après-68... et s'engager sur la voie d'une radicalisation dans cette période historique apparemment placée sous le signe d'une montée des luttes et d'une offensive des exploités et des opprimés n'avait rien du délire. Là se situe l'explication de l'accueil bienveillant fait, ici ou là, à ceux qui décidèrent de mettre leurs discours en actes.

Mais hélas ! — trois fois hélas ! — si période offensive il y avait, il ne s'agissait en fait que d'une fin de période et très vite le jasant allait succéder au flux. Après avoir suscité l'enthousiasme, les modèles viêt-namiens, castristes ou maoïstes allaient commencer, confrontés au test implacable de la réalité, à descendre quatre par quatre les marches du hit-parade de l'espoir. La rage de changer la vie qui caractérisait les grandes luttes de l'après-68 et qui baignait corps et âmes dans la révolte contre la « société de consommation » allait faire place à l'obsession de l'obsession de la survie dans un système en pleine crise... Et donc, chaque jour qui passait rendait un peu plus irréaliste la possibilité de pousser plus avant une vague qui avait irrésistiblement commencé à refluer.

Dès lors, la lutte armée comme aiguillon d'un processus révolutionnaire s'avérait au fil des jours de plus en plus « anachronique » et ceux qui allaient s'en tenir dans cette voie étaient obligatoirement condamnés à s'isoler toujours davantage du mouvement social, à s'enfermer toujours un peu plus dans la logique d'une surenchère à l'odeur forte d'auto-justification et à disjoncter lentement mais sûrement dans les corridors glacés d'une clandestinité sanguinaire.

Tel est le sens profond de l'histoire des fans de la lutte armée révolutionnaire de ces dix dernières années qui nous offrent aujourd'hui le triste spectacle de leur délire meurtrier, de leur sinistre militarisation et de leur pitoyable dépendance par rapport à certains professionnels proche-orientaux du terrorisme d'Etat. De la révolution en armes à la misère du terrorisme pour le terrorisme, il n'y avait en fait qu'un pas — celui d'une dérive — qu'ils ont allégrement franchi le temps d'une erreur d'analyse.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Dans le n°37, 1^{er} trimestre 1986, de la revue de l'Institut français de polymétrie Etudes polymélogiques, qui est entièrement consacré au terrorisme, une série de statistiques, de graphiques et de chiffres (tous plus officiels les uns que les autres) démontrent de manière irréfutable la faible part prise par le terrorisme dans l'ensemble de la criminalité. « En étant large et en intégrant tous les attentats par explosifs, nous disent D. Hermant et D. Gigo, le terrorisme ne représente en 1985 que 0,021% de la criminalité. » Et au sein de cette goutte d'eau, le terrorisme dus à des mobiles politiques, économiques et sociaux, qui comprend le terrorisme « révolutionnaire », ne représente que 60%.

(2) Cf. Alain Touraine in La voix et le regard, éditions Seuil, 1978.

CONTRE LES MAÎTRES-DIRECTEURS

Lettre ouverte à M. Monory

Monsieur Monory, pour expliquer sa politique de réformes de l'école, a envoyé une lettre à tous les instituteurs de France. Ses arguments pour vanter « son » statut des maîtres-directeurs sont ceux d'un bon libéral n'oubliant pas de flatter les enseignants en leur parlant de responsabilité et de promotion... Une lettre crapuleuse, pour tenter de rallier à lui les instits... mais c'est raté ! Plus de 90% de la profession a dit non au statut des maîtres-directeurs (70% des instits sont favorables à la coordination, sondage Le Matin).

Lorsque Monory a pris son poste, il a prétendu ne pas vouloir réformer l'école. Promesse tenue : il ne la réforme pas, il

la « réactionne ». L'école de Jules Ferry, tant demandée par les Chambres de commerce de l'époque, était une école classiste, renforcée par bon nombre de réformes. Ces derniers temps, Chevènement avait posé les premiers jalons d'une école plus proche des intérêts des classes dominantes et possédantes. Aujourd'hui, Monory aggrave, avec son statut des maîtres-directeurs et son projet de désertification, une situation déjà préoccupante. L'école classiste se voit renforcée, avec un sang neuf : bientôt l'école « ghetto » !

Monory peut toujours tenter de bernier les enseignants avec ses promotions, sa pseudo-responsabilité... les instituteurs ne

sont pas dupes au point de le croire et de ne pas savoir ce que signifie son projet : une école qui divise encore plus...

Si sa lettre fut envoyée uniquement aux instituteurs, une réponse devait être faite. La voilà.. Elle est publique et émane de la coordination parisienne des instituteurs. Elle remet en cause bien des choses dans l'école, pas suffisamment peut-être, mais n'allons pas trop vite ! Ça viendra un jour !

LAURENT (Gr. Pierre-Besnard)

DÉLIBÉRÉMENT opposés à la mise en place des maîtres-directeurs, « remède miracle » au malaise de l'école, nous avons à cœur de répondre à la lettre adressée à chaque instituteur pour dénoncer la démagogie qu'elle reflète, la division qu'elle suscite ainsi que l'absence de questions de fond : quel instituteur, pour quelle école, pour quelle société ?

Nous n'avons pas attendu votre lettre pour nous informer (bulletins officiels) et mesurer objectivement les dangers engendrés par un tel décret. Peut-on définir comme large une si large contestation ? Les derniers sondages sont massivement contre ce statut, la coordination recueille un pourcentage important d'opinions favorables et les parents honnêtement renseignés ne confirment pas l'avis selon lequel ils désiraient ce statut. S'il subsiste une réelle contradiction entre les concertations et ce qui en résulte pour les usagers, c'est que ledit statut n'apporte aucune amélioration dans la pratique de notre métier, bien au contraire.

Quelle autonomie pédagogique ?

L'illusoire considération que vous accordez aux directeurs par la reconnaissance de leur responsabilité transformera l'instituteur en une véritable marionnette. Or, c'est la dignité et non la notation qui est le fondement même de notre activité professionnelle. Affirmer qu'elle ne sera pas modifiée, c'est ne pas comprendre la part des rapports humains dans l'acte d'enseigner. Si l'enfant n'a comme modèle immédiat qu'un adulte servile, quel adulte sera-t-il ? Car c'est bien de

servilité dont il s'agira ! Sans statut, les abus de pouvoir étaient déjà connus ; vous avez signé là un chèque en blanc à la perversion du pouvoir.

Notre autonomie pédagogique et nos capacités d'initiatives dépendront des moyens que le maître-directeur voudra bien mettre à notre disposition ou nous obligera à adopter (répartition des enfants, du budget, coopérative, classe de nature, locaux...). Lors d'un éventuel désaccord, il ne nous restera que deux habitudes possibles selon notre personnalité : agir sous contrainte ou réagir ; dans les deux cas les enfants ressentiront l'atmosphère divisée et incoordonnée. La seule équipe pédagogique possible dans ces conditions sera une fusion unificatrice par la soumission et non une cohésion par le respect de la diversité, source de richesse pour l'individu. En résumé, vous nous

proposez donc de travailler dans la défiance et l'indignité.

La revalorisation matérielle, d'ailleurs très insuffisante, que vous annoncez n'est pas une initiative de ce gouvernement mais la continuité du plan de revalorisation prévu de 1982 à 1988. Quant à la revalorisation morale, quelle méprisante façon de l'envisager que de provoquer une rupture de contrat : la reconnaissance d'une responsabilité individuelle qui préservait l'attrait pour ce métier est anéantie par un regain de hiérarchisation. A Paris, il y avait depuis bien longtemps plus de candidats directeurs que de postes déchargés à pourvoir. Un poste si demandé était-il à revaloriser alors que, malgré un chômage important dans la jeunesse, les candidats manquent pour les postes d'instituteurs.

Si les « meilleurs » des instituteurs doivent devenir maîtres-



directeurs pour être revalorisés, qui restera au contact direct des élèves : les moins expérimentés parce qu'en début de carrière ou ceux qui n'auront pas été jugés dignes d'être maîtres-directeurs ? Etes-vous sûr que l'augmentation de salaire subordonnée à la requête d'une position hiérarchique soit la seule promotion envisageable par un instituteur dès son entrée dans la carrière ?

Le S.N.I. nouveau est arrivé

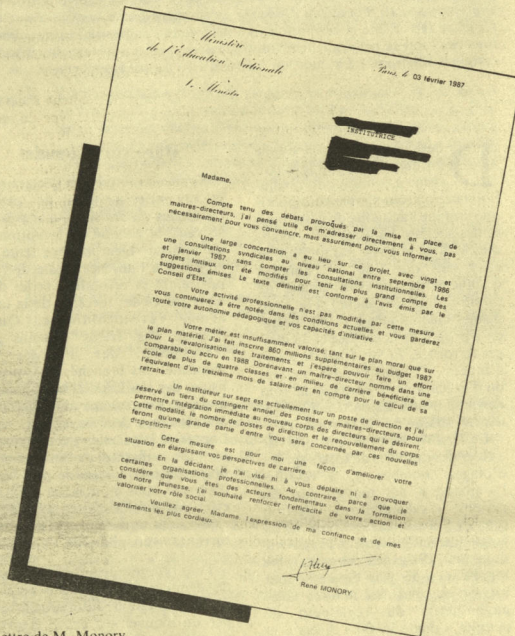
Le S.N.I., syndicat ultra-majoritaire chez les instits, nous avait habitués à la mollesse en ce qui concerne les luttes. Les responsables du S.N.I. traînent depuis des années dans les couloirs du ministère ou dans ceux de Matignon, social-démocratie oblige. Quand commença la lutte contre le projet Monory, le S.N.I. fut bien embarrasé par l'ampleur qu'avait la coordination et ses responsables ont tenté de ne pas perdre le nord.

Lorsque Chirac prit la responsabilité de signer le statut des maîtres-directeurs, le S.N.I., pour ne pas se couper de sa base, s'engagea dans la lutte : grève d'une heure par jour et manifestations. Les actions entreprises par le syndicat étaient désuètes par rapport aux demandes de sa base, puisque de plus en plus nombreux étaient les syndiqués S.N.I. qui rejoignaient la coordination.

Quelque temps avant les vacances, les bureaucrates syndicaux ont affirmé leur volonté de durcir la lutte contre le projet Monory. Surprise chez beaucoup de syndiqués : le S.N.I. ne nous avait pas habitués à ça... Les vacances sont terminées et le S.N.I. a durci sa lutte : le syndicat appelle le jeudi 19 mars à une journée de grève. Mais, celle-ci devra être travaillée et le salaire versé au syndicat. Oui ! vous avez bien lu, c'est du jamais vu... C'est ça que les bureaucrates appellent le durcissement : « Travail camarade, nous on encaisse... ».

Si le S.N.I. reste en fait fidèle à lui-même, à un syndicalisme bon pour les négociations mais pas pour la lutte, il démontre une fois de plus que les instituteurs ont tout intérêt à s'organiser eux-mêmes, sans les bureaucrates qui déjà s'étonnent que dans certains départements des collègues syndiqués déchirent en masse leurs cartes syndicales.

LAURENT (Gr. Pierre-Besnard)



Lettre de M. Monory.

Quel instituteur pour l'avenir ?

Nous affirmons qu'une réelle considération financière et morale attachée à sa fonction propre et qu'un légitime mieux-être face aux élèves dans les classes sont davantage souhaités et souhaitables qu'un plus-être derrière un bureau directeur. Elargir nos perspectives de carrière c'est nous permettre d'exercer notre métier dans de bonnes conditions : moyens financiers, confiance, possibilité de gestion du poste administratif par roulement ou élection, formation possible pour tous... afin de ne pas contraindre l'instituteur à se détacher de son travail. Même dans les entreprises que vous prenez en exemple, les lignes hiérarchiques se réduisent. En accordant une plus grande responsabilité à chacun, on renforce la

motivation individuelle pour le but commun.

Sous-payés, sous-considérés, les instituteurs seront-ils réduits à produire des sous-citoyens ? La civilisation du XXI^e siècle, dans laquelle vous entendez faire entrer l'école, sera solidaire ou ne sera plus. Le problème qui se pose n'est pas de nous déplaire ou de provoquer nos organisations professionnelles (comme le nôtre n'est pas de nous désconsidérer face à l'opinion), mais d'agir en toute lucidité pour éviter tout système limitatif voire destructeur de l'individu et construire une école dont le but sera le développement d'êtres autonomes, responsables et surtout, encore humains.

Coordination parisienne des instituteurs.

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.d.R.).

Les instits de la région lilloise

Il existe, depuis un mois environ, sur Lille et ses environs, un comité de lutte regroupant entre 30 et 60 personnes. Ce comité est en contact avec la coordination nationale. Il a mené une série d'actions (grèves, occupations, etc.).

Parallèlement, se sont développées des assemblées locales plus ou moins importantes (15 personnes à Hem, 50 à Villeneuve-d'Ascq, 20 à Lomme, 20 à Lille-Sud, 80 aux Bois-Blancs, Robaix, Wasquehal...). Ces groupes locaux ont organisé la grève tournante, des conférences de presse, des manifestations diverses. Ils peuvent jouer un rôle très important pour enraciner à la base un mouvement véritablement unitaire.

Une réunion regroupant des instituteurs délégués par ces assemblées locales a eu lieu dernièrement. Un échange d'expériences a été effectué et rendez-vous a été pris pour avancer dans la coordination des actions locales. Il semble urgent en effet de fusionner l'expérience du comité de lutte et des assemblées locales.

Le but est de créer une réelle coordination de la métropole lilloise, composée de délégués mandatés par leurs assemblées locales. Il s'agit notamment de créer les conditions locales et régionales pour un mouvement d'ampleur de tous les instituteurs syndiqués ou non qui souhaiteraient faire reculer Monory. Il s'agit également de combiner des

actions unitaires locales et régionales pour populariser le thème du retrait du décret. Il s'agit enfin de donner une réelle démocratie au mouvement en faisant en sorte que ce soient les assemblées locales qui prennent les décisions importantes et élisent des délégués chargés de respecter leurs mandats.

Le rôle des syndicats prendraient alors tous son sens : faire des propositions pouvant être reprises par les assemblées générales locales unitaires, mettre tout leur poids dans la balance pour faire reculer Monory, en respectant les décisions prises par le mouvement. « Mono ryra bien qui rira le dernier ! »

Eric DUSSART Gr. Broutchoux (Lille)

D... janvier, étaient à gel) et émane de la coordination parisienne des instituteurs. Elle remet en cause bien des choses dans l'école, pas suffisamment peut-être, mais n'allons pas trop vite ! Ça viendra un jour !

Le pa... seule éri... • La ce... me p... comme... sable se... • L'col... gueule... alors c... même... tempé... La c... Corden... décon... (1987),... sur tou... ici, c'e... nent d... gie des... réputé... monde... des ce... bles et... faire e... les ce... croire... bon... nucléa...

De... Tou... Cord... depui... d'une... nuclé... ça ma... const... sauf f... taire...

CO... C...

L... régi... socié... emp... l'uni... Si... obsé... • ur... • un... com... dégu... com... orga... l'en... • ur... des... des... ains...

NUCLÉAIRE

E.D.F... l'intoxe !

DÉCIDÉMENT, Electricité de France (E.D.F.) n'en manque pas une ! Début janvier, 7 réacteurs nucléaires étaient à l'arrêt (certains à cause du gel) et l'électricité a manqué suite à une demande exceptionnelle (les grands froids !)

Autant dire alors que la capacité énergétique de la France est encore trop faible et qu'il faut construire d'autres réacteurs nucléaires (qui fonctionneraient quelques heures par an, les années très froides). C'est la logique E.D.F., une boîte publique qui dans le même temps brade l'électricité dont elle ne sait plus quoi faire à des pays voisins ou à des industriels (équipés aux frais de l'E.D.F. pour consommer la nuit ou l'été plutôt que lors des journées d'hiver). Pour gaspiller la surproduction (structurelle) d'énergie, E.D.F. a même construit des barrages hydroélectriques consommant plus qu'ils ne produisent !

Drôles d'incidents

- Il paraît que le nucléaire est la seule énergie valable. La preuve ?
- La centrale solaire Thémis est fermée parce que non rentable... comme prévu puisque l'énergie solaire diffuse est difficilement utilisable sous forme concentrée.
- L'éolienne d'Ouessant se casse la gueule au premier coup de vent alors que d'autres éoliennes du même type ne souffrent pas des tempêtes.
- La centrale à fuel et charbon de Cordemais (près de Nantes) se met à déconner tout d'un coup (en janvier 1987), d'où les coupures de courant sur tout l'Ouest. Ce qui est bizarre ici, c'est que des spécialistes viennent de partout étudier la technologie des centrales E.D.F. à charbon réputées pour être les meilleures du monde. Et pourtant l'E.D.F. ferme des centrales qui sont encore rentables et se met depuis peu de temps à faire des conneries techniques sur les centrales encore en service. A croire qu'on veut enterrer le charbon pour donner la place au nucléaire...

Des prétextes qui servent une volonté

Tout de suite après la panne de Cordemais (et régulièrement depuis), on nous a fait le coup d'une (ou de deux) centrales nucléaires en Bretagne... parce que ça manque dans le paysage (une fois construite, elle ne servirait à rien sauf à occuper des flics et des militaires pour la surveiller). En Basse-

Loire (Le Carnet, près du Pellerin), l'Etat aimerait bien en construire une, mais la Loire ne serait pas en mesure de la refroidir correctement, alors on attendra que les travaux de régulation de son cours se fassent (1)

Sur les côtes rocheuses, on sonde l'opinion publique ; en 1986, deux communes qui avaient envisagé d'accueillir une centrale ont changé d'avis devant la mobilisation locale et les manifs où l'on voyait forcément des anarchistes (« Société nucléaire, société policière »). Dire que même les syndicats F.O. et C.G.T. se sont joints aux envies de l'E.D.F. et des Chambres de commerce de foutre leurs marmites mal-saines en Bretagne !

Mais parallèlement à cette prospection, un autre type de recherche a revu le jour, en Bretagne centrale cette fois-ci. A Glomel et à Mellionec, les gens qui veulent vivre au pays ont démantelé le matériel de la C.O.G.E.M.A. (compagnie minière de l'Etat prospectant l'uranium,

combustible nucléaire) qu'ils n'avaient pas vu depuis quelques années. De son côté, l'Etat faisait annuler un arrêté municipal interdisant l'entrée des engins C.O.G.E.M.A. sur la commune de Trémargat (qui cherche à éviter la désertification).

En 1986, la fabrication et la diffusion de banderoles, badges, autocollants, tracts et brochures antinucléaires avaient succédé à une période d'accalmie d'E.D.F. et de la C.O.G.E.M.A. En 1987, les C.R.S. seront-ils lâchés dans les manifs antinucléaires entre deux luttes sociales, histoire de les amuser ? Cette même année, les profits des sociétés qui vivent du nucléaire augmentent-ils aussi vite que leurs licenciements ?

J.-C. (Rennes)

(1) Le fameux plan E.P.A.L.A. dont parle la Torche n°4 et 5 (bimestriel, 5 F), de l'Association pour une culture libertaire, B.P. 49, 03402 Yzeure, à propos de l'opposition au barrage du Veurdre dans l'Allier.



LE « MATIN »

La fin ?

QUAND on pense problèmes dans le domaine de la presse, le nom qui vient tout de suite à l'esprit est celui de Robert Hersant, le « papivore » toujours présent sous les feux des médias. Mais tous les autres patrons de presse rêvent d'avoir autant de succès que lui sans tomber de cheval comme Amaury, le directeur du Parisien libéré!

L'affaire est simple et a été maintes fois exposée : le patronat de la presse veut faire des journaux sans ouvriers du livre ou du moins avec le moins possible de ces troubles. Le progrès technique permet et il s'agit simplement d'évaluer le coût des « solutions sociales ».

Il y a quelques années, aux Etats-Unis, au New York Times, quand la direction technique du journal décida de passer du plomb à la photocomposition, elle (la direction) n'y alla pas par quatre chemins. Pour court-circuiter l'opposition de l'organisation syndicale (1), elle offra tout simplement à tous les ouvriers de la composition plomb leur plein salaire jusqu'à la retraite... Et l'intérêt individuel eut gain de cause sur l'intérêt collectif !

Dans le récent conflit qui eut lieu en Angleterre, le patron Murdoch avait affaire à un tout autre rapport de forces. Les divers syndicats du livre en Grande-Bretagne avaient réussi par leur mobilisation à conserver ce que l'on appelle les « acquis ouvriers ». Mais c'était surtout concentré à Londres et cela gelait la fabrication des journaux au moyen du plomb (2).

Quand Murdoch et son gang s'attaquèrent à l'imprimerie anglaise, ils eurent beau jeu de trouver dans les rangs des T.U.C. des « modernistes » (lisez le syndicat des électriciens et industries connexes) pour faire le boulot à la place des « éternés » qui venaient du XIX^e siècle. En France, les travailleurs du livre (ceux de la C.G.T. comme les autres) ont accepté le passage du plomb à la photocomposition. Ils l'ont accepté non de gaité de cœur, mais pour préférer à un « fort Chabrol » une place professionnelle et syndicale dans l'avenir.

Nous sommes bien sûr loin du Matin et de son avenir, quoique... En France, un coup de dé à la Murdoch n'est pas possible car le syndicalisme traditionnel de l'imprimerie est présent dans l'avenir. Ce qui a, contrairement

aux Etats-Unis, contrarié le passage direct de la photocomposition à la rédaction électronique. Alors il faut faire doucement, et pour cela avoir les moyens ! La « légendaire » alliance entre Hersant et la C.G.T. vient surtout du fait que le « papivore » paye et crée des emplois... alors que les autres liquident et licencient. Robert H. attend son heure et des journaux comme le Monde et le Matin doivent faire avec un budget restreint.

Surtout que, de « pseudo-voix » du P.S., le Matin va de sponsor en sponsor. Alors que son contenu s'améliorait (3). Qu'il vienne aux rênes s'ajouter aux avatars du quotidien parisien. On donne des sous, mais il faut moderniser ! Donc licencier ! Hersant a les moyens, il peut attendre, les autres se pressent au portillon... Mais leur logique est la même, celle du capital !

GÉRONIMO

(1) L'Union des linotypistes américains, à laquelle étaient adjointes des activités limitrophes, a malheureusement contracté une union avec les tristement célèbres « Teamsters » (camionneurs)... Affaire à suivre !

(2) Quand on rencontrait des travailleurs du livre anglais, ils étaient persuadés qu'en France, nous (Fédération française des travailleurs du livre... et même les autres !) avions trahi l'imprimerie pour nous vendre à la sorcière informatique.

(3) Va trouver une page « Luites » dans le Libé actuel ! Alors que le Matin a plus que bien couvert les derniers conflits sociaux.



en bref...en bref...

• Frédéric Arnout, objecteur insoumis, condamné en janvier dernier à un an de prison ferme et au retrait du statut, passera en procès d'appel le 1^{er} avril, à 9 h, à la 10^e chambre d'appel du tribunal de Paris. Le procureur a également fait appel. Pour le soutenir, il faut envoyer des télégrammes de soutien, des lettres, et être présent le jour du procès.

• « Réflexes » n°6, du mois de mars, vient de paraître. Au sommaire : ambiances sécuritaires, sortons de notre réserve, urgence à Lyon contre l'extrême droite, dossier immigration... « Réflexes » : 10 F le numéro, abonnement 10 n° : 80 F. Pour infos : « Réflexes », 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Répondeur tél. : (16.1) 46.45.25.30. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

• « Courant alternatif » n°64 vient de paraître. Au sommaire : Longwy... quelle perspective aujourd'hui ?, S.N.C.F. : bilan d'une lutte, instituteurs : ni Dieu ni maîtres-directeurs, dossier Pays de l'est (2^e partie), rencontres nationales des associations issues de l'immigration, Nicaragua : quelques impressions de voyage... « Courant alternatif », 15 F le n°, 10 n° : 140 F. Pour contact : « Courant alternatif », c/o Egregore, B.P. 1213, 51058, Reims cedex. En vente à la librairie du Monde libertaire.

CONGRÈS RÉGIONAL DES SCOOP

Chez nous il n'y a pas de patron, mais...

LE 9 mars 1987, au Palais des Congrès, s'est tenu le congrès de l'union régionale qui regroupe les Scop de l'Ile-de-France, de la Haute-Normandie, du Centre orléanais et des D.O.M. Cette union régionale rassemble 321 sociétés, employant 12 651 salariés dont 6 124 sociétaires. Elle représente 24% des Scop au plan national et 37% des emplois. Il faut signaler que, lors du précédent congrès régional (en 1983), l'union régionale comptait 345 sociétés et 15 526 salariés.

Si on compare ces informations à celles du dernier congrès, on observe :

- un tassement des effectifs, tous secteurs confondus ;
- une bonne résistance relative du bâtiment, des travaux publics et de la communication, alors que dans ces secteurs d'activité il y a beaucoup de dégâts. Chacun d'eux arrive à maintenir les emplois, voire à en gagner comme la communication. Il faut noter également que ces secteurs sont organisés depuis longtemps en fédérations professionnelles et que l'entraide se pratique quotidiennement ;
- un effondrement des autres secteurs, comme celui de la transformation des métaux qui perd un tiers de ses emplois, ou ceux des bureaux d'études et de l'informatique qui perdent ensemble la moitié de leurs emplois, ainsi que les activités diverses qui se trouvent amputées de un tiers.

Vidéos et discussions

Quatre reportages vidéo ont été présentés pour aborder l'égalité des salaires, la disponibilité des employés, la diversification de la production et le rachat par une Scop d'une entreprise classique.

Après, se furent les élections et les différents exposés. Bref, le mouvement qui fait toujours aussi peur au C.N.P.F., vivote malgré différents balotements. A signaler tout de même la structure du mouvement, créé au début du siècle. Aujourd'hui, même si à la tribune on préfère parler seulement d'organisation démocratique, on évolue toujours sur les bases du fédéralisme. L'union régionale de l'Ouest a créé une société de garantie mutuelle qui a plu au congrès. En conséquence, les deux U.R. gardent leur autonomie, mais Rennes gèrera une société renforcée par le poids d'une deuxième union. Ici, l'idée est partie de Bretagne et n'a pas été imposée par une confédération.

En guise de conclusion

Actuellement, nous vivons une période d'intégration des salariés au capitalisme par la participation, l'actionnariat, les diverses primes, les cercles de qualité... La coopération, elle, vient d'une autre école : 1848 et la Commune de Paris. Ses poussées sont celles de 1905-1910 (crise économique et lutte pour les « trois huit »), de 1936 (Front populaire), de 1945-1948 (Libération et reconstruction) et de 1968. La Scop n'est pas révolutionnaire car intégrée à l'économie capitaliste pour pouvoir vivre, seulement s'il y a participation économique ses sociétaires sont égaux en droit et élisent leurs dirigeants. Il ne faut pas non plus rêver, les personnes travaillant dans une Scop sont les mêmes que ceux de n'importe quel autre lieu de travail, ni plus ni moins persuadés de la justesse de nos idées. Il faut donc, là comme ailleurs, relever nos manches.

BERNARD (Gr. Sacco-Vanzetti)

CODE DE LA NATIONALITÉ

La manifestation... et après ?

Il n'est pas très évident de faire un bilan à chaud d'une manifestation qui a dû regrouper 20 000 à 30 000 personnes. On peut noter quand même quelques points qui doivent être signalés.

Le Parti socialiste a sorti les arrière-bans de ses militants qui paraissent avec leurs nouveaux autocollants. M. Mauroy, qui était en tête de cortège, s'est déplacé avec au moins cinq cars de supporters. Le parti communiste, lui, devait avoir l'esprit ailleurs... normal la C.G.T. prévoit une manifestation la semaine prochaine contre Séguin. S.O.S.-Racisme avait rameuté beaucoup de militants ou de sympathisants, tout en ayant assuré des collages massifs l'avant-veille de la manifestation.

Nous, nous avons constaté le peu de présence d'étrangers et de leurs enfants. Il y avait bien en tête du cortège des jeunes de Lille, de Paris et de la région parisienne... mais bien peu nombreux. Les associations, représentant généralement les travailleurs immigrés, n'étaient présentes que d'une manière symbolique. Il faudra bien s'interroger sur le pourquoi de cette faible participation.

Au vu de ces constatations, nous avons été conforté dans notre critique sur l'appel contre le projet de réforme. Les principaux mots d'ordre ne reprenaient pas les slogans sur l'égalité des droits et la citoyenneté, scandés par les associations de jeunes. On entendait de grands mots chargés de symbole parlant des 18 millions d'étrangers qui composeraient notre société, si le projet était voté. On a pu entendre parler des boucheries durant les deux guerres où les « enfants des colonies » étaient considérés comme de la chair à canon (au même titre que les Bretons). Dans une société qui considère que l'étranger a un statut inférieur, nous sommes bien loin de « la nationalité c'est dépassé, ce que nous voulons c'est la citoyenneté ! »

Et l'avenir ?

Aujourd'hui, il s'agit de comprendre ce que pourrait être la suite des événements. Chalendon a annoncé que son projet serait discuté au sein d'une commission de sages. Déjà, il y a eu de grandes manœuvres. Le cas de « France plus » est intéressant, cette organisation semble en train de négocier certains articles du projet. Cela peut permettre à Chalendon et surtout au gouvernement de ne pas trop



s'aliéner son électorat centriste. D'un autre côté, en maintenant son projet, il ne laisse pas trop de terrain libre à Le Pen qui est en train de faire de ce projet un véritable cheval de bataille. Bref, logique électorale avant tout.

Certains peuvent penser que nous vivons les derniers jours de ce projet. Il a été avancé l'hypothèse qu'une éventuelle interpellation du Conseil constitutionnel serait une épée de Damoclès au dessus de la tête de Chirac. Le jeu n'en vaudrait pas la chandelle. De toute manière, une chose nous paraît certaine : Chalendon nous donne tout le temps d'apprécier à sa juste valeur son texte.

Pour l'heure, les différentes organisations qui ont appelé à la manifestation prévoient d'augmenter la pression. D'autres temps forts sont prévus. D'ores et déjà S.O.S.-Racisme a prévu une manifestation culturelle au mois de juin. Il pourra montrer à son tuteur ses capacités de mobilisation et d'encadrement, n'est-ce pas Harlem et Isabelle ? D'un autre côté, les associations immigrées prévoient dès le 21 mars de présenter la carte de citoyenneté à Lille, et au mois d'avril d'organiser un colloque sur la citoyenneté à Paris. Avec un peu de chance, on devrait assister à partir du 4 avril à une campagne contre les centres de rétention dans certaines régions. Tout cela prouve qu'elles sont très loin de mobiliser exclusivement contre le projet de loi, qui ne serait que l'arbre cachant la forêt.

Ces associations, comme nous le disions dans le précédent numéro du *Monde libertaire*, s'investissent énormément dans un travail de quartier. Elle souhaitent dégager une réelle force à partir de ce terrain. Il est certain que ce retour vers les quartiers prend en compte que tout pouvoir social ne prend ses racines que dans la vie quotidienne. Et c'est bien dans cette perspective que notre lutte s'inscrit.

BRAHIM
(Gr. Sarcelles)

Manif anti-Pandraud

MERcredi dernier, une manifestation contre les propos de Pandraud a eu lieu à Paris. Seulement 2 000 personnes pour cracher à la gueule de ce tout petit monsieur... Triste ! Où étaient donc passés les milliers de manifestants de décembre 1986 ? Il est vrai que cette initiative avait quelques relents de récupération politique...

Discours ahurissant invitant les étudiants à « réussir les états généraux en mémoire de Malik », présence peu discrète de Fabius parmi les manifestants, venu là pour clamer son indignation... Il a pourtant raté bien des occasions de gueuler cette « indignation » derrière les cerceaux de jeunes assassinés par les flics... mais c'était alors l'« état de grâce ». D'autres réclamaient presque « un ministre qui soit responsable » (Joxe, reviens, tout est pardonné ?)... Tranchant dans cette ambiance, le père de Jérôme Duval, lycéen grièvement blessé en décembre, a rappelé les diverses « bavures » récentes et la colère qui monte devant l'impunité dont bénéficie la police dans ces cas-là.

Cette colère, de plus en plus de jeunes l'expriment, de façon moins tapageuse que dans ce genre de manifestation, mais elle fait assurément son chemin. Les morts, les blessés, les contrôles au faciès, l'état de siège que subit actuellement la capitale développe chaque jour un peu plus l'exaspération... Gare au point limite !

GIL

LE « SPONSORING » HUMANITAIRE

Charité « new look »

UN nouvel argument publicitaire a été découvert par la société des eaux Evian afin d'augmenter son chiffre d'affaires : l'humanitarisme. Elle est en effet l'une des premières sociétés françaises à utiliser cet argument avec autant de moyens, en lançant une grande campagne de soutien à la Croix-Rouge : pour chaque étiquette de bouteille renvoyée à l'entreprise par les consommateurs, Evian s'engage à verser 0,10 F à l'organisme humanitaire... Ce qui ne coûte pas cher au consommateur puisqu'il lui suffit de boire de l'eau (d'Evian bien sûr !) et qui rapportera sans doute gros à la société puisque cette campagne humanitaire vise en même temps à faire augmenter sensiblement les ventes.

Mais la Croix-Rouge n'est hélas ! pas le seul organisme obligé de se prostituer ainsi auprès de grandes entreprises privées pour pouvoir continuer à agir auprès des victimes ou des plus défavorisés de notre société... Comme toutes les associations à vocation humanitaire, sociale ou culturelle (développant des activités non rentables pour une entreprise capitaliste), elle ne peut compter que sur le bon cœur des braves gens ou sur les subventions de l'Etat.

Après la sébile tendue à l'Etat...

Justement, celui-ci, porté par la nouvelle vague libérale, a de plus en plus tendance à se désinvestir de ces secteurs pour se consacrer uniquement à son rôle d'arbitre (bien partial !) des conflits sociaux. Et un nombre grandissant d'associations, qui étaient jusqu'alors financées essentiellement par l'Etat ou les collectivités locales, se voient aujourd'hui invitées à « diversifier leurs sources de financement ». Aussi, pour compenser les diminutions ou suppressions de subventions, les

idéologues libéraux (parmi eux M. Malhuret, ministre des Droits de l'homme) ont-ils pensé à cette invention géniale qui consiste à faire financer ces activités par des entreprises privées. Et pour être plus in, ils ont enrobé cette nouvelle forme de charité des beaux noms de « *sponsoring humanitaire* » ou de « *mécénat d'entreprise* » pour les arts et la culture.

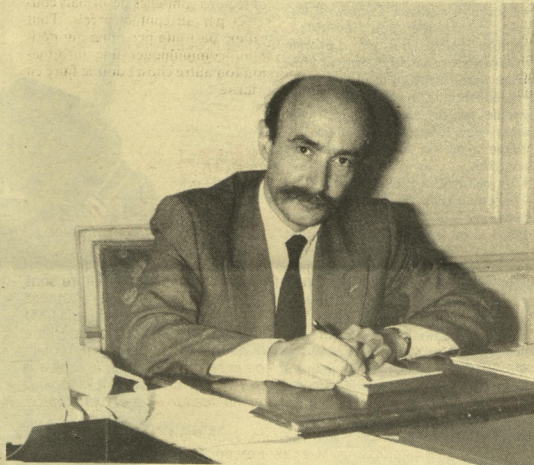
Mais bien sûr, rien n'est gratuit au royaume de l'entreprise privée, aussi voit-on des associations humanitaires servir d'argument de vente à ces sociétés ou bien encore des artistes peintres signer des affiches publicitaires !

Le danger, si de telles pratiques venaient à se généraliser, serait surtout de voir le patronat contrôler toute l'action sociale et culturelle en n'octroyant ses subsides qu'aux organismes les plus calmes et ne remettant surtout pas en cause un système dont il profite si bien, et qui secrète pourtant

toute la misère contre laquelle ces organismes sont censés lutter.

Au temps jadis, les chevaliers devaient aide et assistance à la veuve et à l'orphelin, et l'obole au sans-logis... Cette charité à peu de prix leur permettait de draper dans la bonne conscience les fastes et l'extravagance de leur vie de château. Mais la foule des victimes du féodalisme sut se réveiller et jeter à bas ces princes. Et voilà que les patrons, ces seigneurs des temps modernes, se mettent eux aussi, et à grand renfort de publicité, à pratiquer cette charité *new-look* qu'est le « *sponsoring humanitaire* ». Ne serait-il pas temps que la foule des exclus du capitalisme se lève à nouveau pour envoyer ces princes modernes rejoindre les neiges d'antan... pour qu'enfin débarrassés de cette chienlit pseudo-humaniste, nous puissions organiser l'aide sociale non plus sur le mode de la charité, mais sur celui du mutualisme et de la coopération ?

P.P.



PARIS XX^e

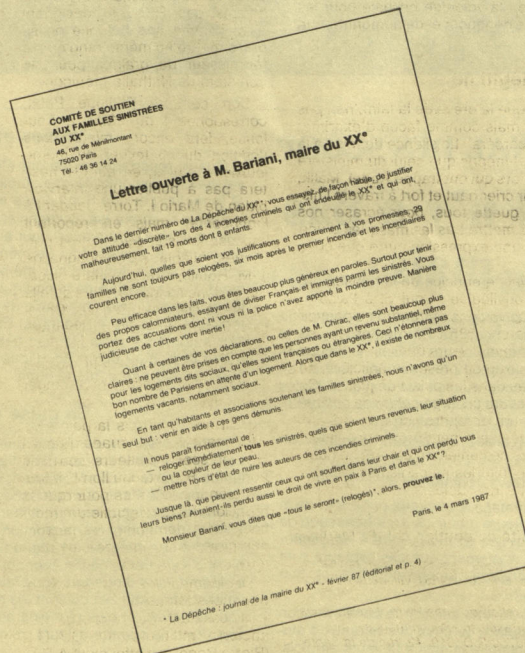
Des familles toujours sinistrées

VENDREDI 7 mars, s'est déroulée à l'initiative du comité de soutien aux familles sinistrées du XX^e une manifestation du Père-Lachaise au métro Ménémontant.

Il s'agissait, pour les 250 personnes présentes, familles sinistrées et organisations locales venues les soutenir, de se rappeler au bon souvenir des responsables traitant par dessus la jambe le devenir de ces familles. Dans le square, situé à proximité du métro Ménémontant, fut dressée une grande tente (évoquant la forme d'une maison) symbolisant ce logement indispensable pour tous mais dont sont privées non seulement les familles victimes des incendies mais aussi d'autres familles, immigrées ou non, qui ne bénéficient pas de revenus suffisants.

Cette tente devrait, selon les organisateurs, demeurer montée jusqu'au relogement complet des sinistrés, sinon le plus longtemps possible, comme symbole du droit fondamental au logement, qui est bafoué ici d'une manière un peu plus flagrante que d'habitude. Tout ceci n'empêche pas de dormir le maire du XX^e à qui est d'ailleurs adressée la lettre reproduite ci-dessous, qu'il est recommandée de reproduire et de faire parvenir à son destinataire.

PIERRE-YVES
(Gr. Pierre-Besnard)



L'ES se ren...
Coordina...
taires (C...
M.O.C.,...
103-M.A...
Rouge, la...
nes en tou...
convocati...
sentées.

Des cra...
craines, c...
ment réd...
groupes ;
incapacit...
le cas ind...
réalité co...
projets te...
commissi...
une meill...
de leurs c...
plus effica...
groupes, ...
d'un plus...
fusion ait...
motivent

I...
et

Des ce...
C.S.R. r...
structure...
ambition...
démarche...
rend « pu...
procès,

d

C'ON qu...
d'...
janvier 19...
Mouille in...
« La trans...
sociabilité...
éliminatio...
d'ouvrir le...
En 198...
journal O...
mes reven...
tous les ...
années.

Vous c...
mées sur...
en février...
refus face...
le quotidie...
ter une p...
réelle de...
autorités...
la « prison

Jean-Pi...
comme au...
un « ras le...
Chancelle...
de l'Intéri...
Loïc et Bri...
toire de J...
vététés d...
magistratu...
fidèle à sc...

La pris...
dans une...
écarte les...
sur nos vi...
toits, les...
faut faire...
toujours tr...
refus, nou...
ces (1). Il...
contre cet...
les individ...
vécu, de r...
pernicieux...
mouvement

(1) Si cet...
ce cahier à...
cedex.

D'autre...
avons édité...
Enfin, édit...
75674 Paris

C.S.R. : le point

LES 27 et 28 février derniers, se tenait à Paris la quatrième rencontre nationale de la Coordination de soutien aux réfractaires (C.S.R.). Étaient présents : le M.O.C., l'U.P., le C.A.I.O., le 103-M.A.N., le L.A.M.Y., *Noir et Rouge*, la F.A., etc. Trente personnes en tout, malgré les ratés dans les convocations, et huit régions représentées.

Des craintes et des désirs. Les craintes, celles nées d'un investissement réduit de bon nombre de groupes : pas de remontée d'infos, incapacité pour certains de dépasser le cas individuel en direction d'une réalité collective, échec de fait des projets tels que la création d'une commission juridique. Les désirs, une meilleure gestion des procès et de leurs conséquences, un échange plus efficace des informations entre groupes, mais aussi en direction d'un plus large public, ouvrir la diffusion aux thèmes majeurs qui motivent l'insoumission.

Des certitudes et des réalisations

Des certitudes. Celles que la C.S.R. reste exclusivement une structure de soutien dont la seule ambition est de promouvoir une démarche au travers de ce qui la rend « publique » et perméable : le procès, moment privilégié de

l'expression antimilitariste. Une structure essentiellement de réaction donc, chargée de répondre à une réalité, celle de la répression.

Pas de dissolution par conséquent dans un ensemble de perspectives visant à afficher des idéaux antimilitaristes. Confirmation donc de la plate-forme.

Dans la perspective essentielle de faire du procès un élément de l'expression antimilitariste, il a été décidé de la création d'une feuille d'informations mensuelle à proposer au public, utilisable par tous. Création également d'un dossier présentant les grandes lignes de l'analyse faite par la C.S.R. des questions de la conscription, de la militarisation... utilisable tant par les journaux que par les réfractaires ou les comités de soutien. Dossier à enrichir.

Permanence du répondeur antimilitariste, perçu comme le lien organique entre les groupes mais aussi entre les réfractaires, les isolés. Création de relais locaux et régionaux, chargés de compiler les informations émanant des départements alentour. Ainsi les différentes régions sont-elles désormais couvertes par un contact précis. Tout groupe ou toute personne qui désirerait communiquer une information (ou autre chose) doit le faire en priorité :



- pour la région sud-ouest et sud au C.L.O.-G.A.L.A., B.P. 3063, 31025 Toulouse cedex ;
- pour la région Rhône-Alpes au Comité de soutien aux objecteurs de conscience, c/o C.E.P., 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon cedex ;
- pour la région Provence-sud à Jean-François Mazeran, bâtiment L.2, avenue Louis-Ravas, 34000 Montpellier ;
- pour la région Ouest-Bretagne et Pays-de-Loire au Comité de soutien, B.P. 804, 44019 Nantes cedex ;
- pour la région Normandie et Nord à l'Union pacifiste, B.P. 58, 76160 Darnétal.

La liste, bien sûr, n'est pas close. Chaque contact se chargera de faire remonter tous les éléments qui lui parviendront au répondeur et au groupe parisien qui assurera la réalisation de la feuille mensuelle.

En conclusion. Beaucoup de bonnes choses ont été dites. Une certaine inertie pour « démarrer » les initiatives lancées et pour impliquer les groupes dont le travail assuré localement fait souvent obstacle à un travail effectué à un niveau national... C'est pourtant, de l'avis de tous, là qu'un soutien efficace et facteur d'évolution est possible.

Pierre DUMESNIL

Le refus de l'insupportable

CONTRE la logique de l'appareil judiciaire qui n'a pas d'autre sens que l'intolérance, la marginalisation et l'amputation d'années d'existence, Jean-Pierre Mouille refuse de s'alimenter depuis le 31 janvier 1987 et rejette toute perfusion. Depuis des années, Jean-Pierre Mouille interrompt derrière les hauts murs pour quelque peu les ébranler : « La transparence de la prison, le recul de la réalité carcérale, le droit à la sociabilité peuvent être autant d'élan vivifiants et contraires à la logique éliminatrice. Il est possible d'élargir la communication intra et extra muros, d'ouvrir la prison à la société civile. »

En 1984, durant sa détention provisoire, Jean-Pierre Mouille co-fonde le journal *Otages*. Il s'agit pour eux de faire résonner à l'extérieur leurs légitimes revendications contre l'arbitraire judiciaire et pénitentiaire. Il mènera tous les mouvements collectifs qui ont secoué la prison ces dernières années.

Vous connaissez les faits. Toutes les issues judiciaires se sont refermées sur la peine qui lui reste à purger. Jean-Pierre Mouille est libérable en février 1989. Ne pas se résigner dans ce labyrinthe, faire entendre son refus face à une peine aussi lourde par rapport au délit. Refuser de gérer le quotidien carcéral pour des faits commis il y a 5 ans ? Comment accepter une peine qui nie sa vie depuis lors ? Faire connaître la signification réelle de cette exclusion de la vie sociale : la volonté bestiale pour les autorités de faire taire celui qui ne cesse de dénoncer et de démontrer que la « prison ne conduit qu'au néant. »

La prison est illégitime

Jean-Pierre n'avait plus d'autre moyen que la grève de la faim, non pas comme acte désespéré ou de chantage, mais comme façon d'exprimer un « ras le bol » face à la politique du tout carcéral. Le silence de mise à la Chancellerie face à cette révolte n'a d'égal mépris que celui du ministère de l'Intérieur qui arme les bras des meurtriers qui ont frappé Abdel, Malik, Loïc et bien d'autres encore. Il faut pouvoir crier haut et fort à travers l'histoire de Jean-Pierre que la prison nous guette tous, pour écraser nos velléités de lutte et de refus. Il faut pouvoir mettre bas les masques d'une magistrature qui interdit tout espace pour une expression autre que celle fidèle à son ordre.

La prison est illégitime, il faut en finir avec le principe de la réinsertion, dans une société où seule une minorité privilégiée — qui vit à l'aise — écarte les autres dans l'enfer carcéral. Nous voulons reprendre du pouvoir sur nos vies ; pour le dire les détenus(e)s en 1985 sont montés sur les toits, les jeunes issus de l'immigration ont investi leurs banlieues. Il nous faut faire entendre notre refus de toujours trop de présence policière, de toujours trop d'années de prison distribuées dans les palais de justice. Ce refus, nous voulons le faire s'exprimer à travers un large cahier de doléances (1). Il s'agit pour chacun de pouvoir faire entendre son avis, sa voix contre cette machine qui ne fonctionne que si elle peut broyer en silence les individus qui y sont confrontés. À travers ce cahier, en partant de notre vécu, de notre réalité, nous pointerons du doigt les mécanismes les plus pervers, les plus arbitraires. Faisons de nos doléances un véritable mouvement de refus de tout ce qui nous écrase.

Comité de soutien à J.-P. Mouille

(1) Si cette démarche vous intéresse, contactez-nous pour recevoir un feuillet de ce cahier à remplir et à nous retourner : *Otages*, B.P. 37, 59651 Villeneuve d'Ascq cedex.

D'autre part, pour exiger du ministère, la libération de Jean-Pierre Mouille nous avons édité des cartes postales à lui adresser. Passez-nous commande. Enfin, écrivez à Jean-Pierre : J.-P. Mouille, 225759 R.D. 310, 42, rue de la Santé, 75674 Paris cedex 14

MÂTIN Quel journal !

L'ARRESTATION récente de quatre militants d'Action directe aura été l'occasion pour deux journalistes du *Matin* de montrer la légèreté de leur conscience professionnelle et leur manque total de déontologie si chère à ce corps de métier.

Dans un article du 24 février 1987, Jean-Marc Ancian, du *Matin*, fait allusion aux pressions subies par Mario Ines Torres, ancien militant des G.A.R.I., qui avait été enlevé par des fonctionnaires des Renseignements généraux (R.G.) désireux de se servir de lui pour remonter jusqu'à J.-M. Rouillan (voir M.L. n°650). Il laisse planer un doute sur ce qui se serait passé entre Mario et les barbouzes des R.G., le désignant ainsi comme une balance possible, à mettre au même rang que le fournisseur de graines pour les hamsters de Nathalie Ménigon.

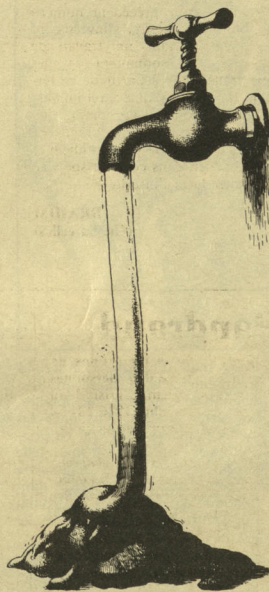
Son confrère Philippe Palat, correspondant du *Matin* à Toulouse, fera encore mieux dans l'édition du 25 février du même journal. Celui-ci, en effet, n'hésitera pas à publier une interview bidon de Mario I. Torres tendant à l'innocenter mais en reportant l'accusation sur deux autres personnes. Nicole, ex-compagne de J.-M. Rouillan, qu'il déclare disparue et donc suspecte, alors qu'elle vit et travaille à Toulouse. Christian Gimenez, militant libertaire connu, trop jeune pour avoir fréquenté Rouillan lorsqu'il vivait à Toulouse et totalement étranger au mouvement Action directe.

Palat ne prend pas la peine de vérifier tant il est persuadé que les R.G. et ses indicateurs sont de bonne foi. Pauvre couillon ! Il faudra attendre le 3 mars pour que la rédaction du *Matin* publie un rectificatif à la demande des personnes citées dans ces articles douteux.

Décidément les R.G. se distinguent ces temps-ci : ils essaient de retrouver des anciens militants du G.A.R.I. (Pierre Roger, en effet ex-G.A.R.I.,

a subi le même type de chantage que Mario) :

- ils tentent de semer le trouble chez des militants qui contestent l'ordre établi par des journalistes chercheurs de scoops interposés ;
- ils se permettent enfin (le jour du kidnapping de Mario Ines Torres) de faire un petit tour chez un militant de S.O.S.-Racisme pour obtenir des renseignements sur cette organisation (cf. *La Dépêche* du 10 février 1987).



Alors, si vous entendez leurs gros sabots, regardez bien ces représentants de l'ordre et dénoncez-les ! Ça peut rapporter gros !

JÉRÔME (Gr. Albert-Camus)

NOUVELLES DU FRONT

• L'Inde, un des pays les plus pauvres, consacra en 1987-1988 125 milliards de roupies aux dépenses militaires (accroissement de 43%). Ce budget « pour les pauvres (militaires) et la croissance (de l'armée) » représente 20% des dépenses totales. L'éducation n'est pas oubliée avec 8 milliards. Déséquilibre, dites-vous ?

• Cela fait « bang ». Depuis le 10 mars et jusqu'au 19, l'armée de l'air française s'offre un grand exercice avec la participation de huit pays alliés. Huit mille sorties d'avions, 52 bases mobilisées, des réservistes rappelés... toutes les précautions ont été prises pour ne pas gêner les populations civiles. On verra bien et on espère que nulle rencontre ne se produira !

• Pierre Gérardin, objecteur insoumis, passe en procès le 19 mars, à Saint-Gaudens (31). Dépêchez-vous de téléphoner au tribunal, dès 14 h, pour demander sa relaxe (tél. : [16] 61.89.56.55) !

• Michel Larue, insoumis total puis soldat pendant trois mois, est finalement réformé, a été condamné à Amiens à 6 mois de prison avec sursis (et inscription au casier judiciaire pendant 5 ans) pour refus d'obéissance.

• Vive la variété ! Christian Hivert, objecteur insoumis, a eu connaissance de son jugement le 7 mars : 1 mois ferme avec régime de semi-liberté. Joël Erard, lui, ne connaîtra sa condamnation que le 19 mars. Le procureur a requis contre lui 3 à 4 mois de prison avec sursis et le retrait du statut.

• Philippe Cuvelier, objecteur insoumis, passera en procès à Paris le 30 mars, à 13 h 30, 11^e chambre d'appel. Gil Delisse se promènera, lui, du côté du tribunal de Pontoise (2, place Nicolas-Flamel) le 25 mars, à 13 h 30.

• Cinéma. Le dernier Clint Eastwood est arrivé, il s'agit de guerre... par hasard, sans doute. La trame du *Maitre de guerre* ? Selon son réalisateur : « Je me suis demandé ce que devenait un soldat qui a été un héros dans d'autres guerres (pour la plupart perdues), qui a néanmoins gagné quelques batailles (pour rien) et qui se retrouve, la cinquantaine venue, sans emploi défini dans une garnison bureaucratée dans l'attente de la retraite ». Peut-on souffrir qu'il peut toujours se suicider ?

• Euromissiles et désarmement. Giraud, (encore) ministre de la Défense, s'est fait « souffler dans les bronches » par Chirac et Mitterrand réunis. Il avait eu le tort, à propos des propositions de désarmement de Gorbatchev, de parler de « nouveau Munich ». Encore un qui ne comprend rien au fameux consensus sur la défense nationale.

• Une fête antimilitariste et de soutien aux objecteurs insoumis aura lieu le vendredi 20 mars à partir de 18 h 30. Il est prévu à cette occasion : bouffe, table de presse, exposition d'affiches antimilitaristes et projection de films. Cela se déroulera à Wolnitza, 42, rue Burdeau, 69001 Lyon.

G.H.

Un service régulier et pratique l'abonnement

BRÉSIL

Echec sur toute la ligne

LE Brésil, 7^e puissance mondiale, connaît actuellement bien des déboires. Après avoir cru un moment au « miracle économique » en appliquant le plan Cruzado, Brasília fut contrainte, le 20 février dernier, de suspendre le remboursement de sa dette extérieure. Ce geste n'a rien d'un affront contre l'Occident, mais révèle au contraire la faiblesse de ce pays en plein marasme économique.

Faillite du plan Cruzado

Le 28 février 1986 était mis en œuvre un plan de stabilisation économique afin de mettre un terme à l'inflation galopante. Après 700% d'augmentation des prix en 1984, 225% en 1985, la situation était devenue catastrophique. Un blocage des prix et des salaires fut donc décrété.

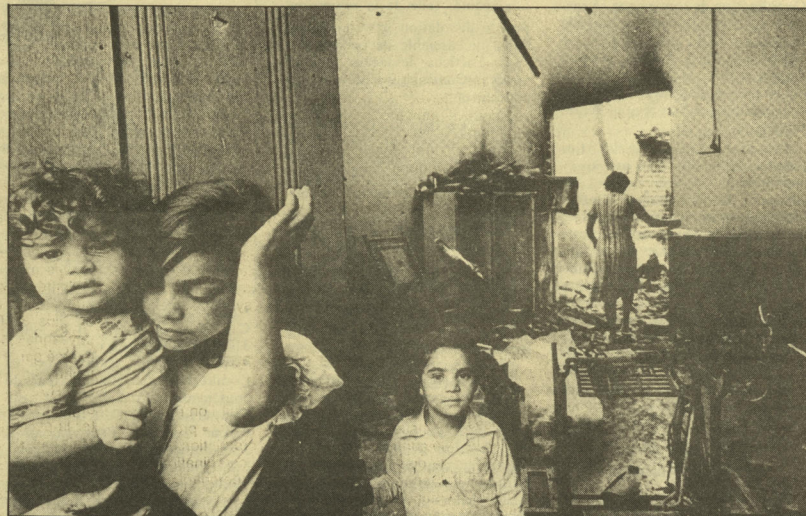
Ainsi, jusqu'en novembre, l'inflation était retombée à moins de 1% par mois. Le pari semblait gagné. Toutefois certaines pénuries apparurent rapidement. De nombreux éleveurs de bétail refusèrent d'envoyer leurs bêtes à l'abattoir pour protester contre le blocage des tarifs. Le marché noir prit des proportions impressionnantes. Dès juillet le « Plan » s'effondra et ne fut ravivé que par une série de mesures.

Le 15 novembre se déroulèrent les élections pour la formation d'une Assemblée constituante et le renouvellement de certains sièges de gouverneurs. Malgré la promesse de la

Une crise politique est également perceptible. En effet, dès la rentrée parlementaire, les élus seront chargés d'élaborer la nouvelle Constitution pour remplacer celle de 1967. L'avant-projet réaffirme les droits individuels, reconnaît l'objection de conscience, condamne la corruption, réduit la semaine de travail de 48 à 40 heures hebdomadaires. Mais surtout, il prévoit dans le domaine économique, que toutes les banques de dépôt soient exploitées par des entreprises nationales. Pour posséder le label brésilien, celles-ci devront non seulement avoir leur capital contrôlé par des nationaux mais aussi leur centre de décision dans le pays même. Les multinationales seraient ainsi écartées de secteurs importants de l'économie. Il va sans dire que ce projet n'a pratiquement aucune chance d'être appliqué.

Une réforme agraire bloquée

On dénombre encore de nos jours plus de 10 millions de paysans sans terre au Brésil. Afin de remédier à ce fléau, le gouvernement elabora en 1985 un premier programme de distribution de parcelles. Celui-ci prévoyait l'installation de quelques 7 millions de paysans, échelonnée sur une durée de 15 ans, les 480 millions d'hectares nécessaires à cette opération étant prélevés sur les grands domaines. A la suite d'une virulente campagne des propriétaires terriens, ce projet fut amputé



assassinés. La presse a révélé que les « latifundios » étaient organisés militairement pour contrer toute revendication paysanne. En 1986, plus de 300 paysans ont été tués lors de conflits ayant pour cause la possession de la terre. Malgré l'accroissement des syndicats paysans (1), les grands propriétaires ont étendu leurs « territoires » de 97 millions d'hectares, de 1978 à 1984 !

Un tel système, déposant les paysans, provoque la « favelisation » des grandes agglomérations et accroît la pauvreté. Un rapport gouvernemental rapporte que 65% de la population vit dans la misère, tandis que 1% seulement monopolise autant de revenus que les 50% les plus pauvres.

L'offensive américaine contre l'informatique

La tactique nord-américaine concernant l'informatique brésilienne est révélatrice de l'attitude de Washington envers tous ses concurrents. Dans ce cas précis, l'enjeu est de taille : le Brésil représente plus de la moitié du marché informatique de l'Amérique latine.

En 1984, Brasília décréta une série de mesures protectionnistes, afin de préserver son marché national. Le 3 octobre, une loi établit, pour une durée de 8 ans, une réserve de marché pour les micro-ordinateurs et l'établissement d'un contrôle plus rigoureux des technologies étrangères. Malgré les pressions américaines, ces lois furent votées. En 1985, les ventes brésiennes dépassaient pour la première fois celles des firmes étrangères (2).

En mai 1986, Brasília dut faire face à une nouvelle offensive des Etats-Unis. Le ministre des Relations extérieures reçut une lettre de G. Schultz dans laquelle il était écrit : « L'informatique peut avoir des conséquences sérieuses sur nos relations (...) Il conviendrait de commencer sans tarder des négociations significatives (...) afin de trouver une solution rapide et pratique à cette question difficile ». Reagan, pour sa part, accusait ce pays de vouloir « se développer aux dépens des autres »... Parallèlement aux menaces verbales, Washington tenta de bloquer un prêt de 500 millions de dollars de la Banque mondiale pour un projet de développement hydraulique.

Aujourd'hui, l'informatique brésilienne est confrontée à une triple offensive : la société I.B.M. lance une riposte à partir de la zone franche de Manaus ; le F.M.I. impose une politique d'austérité qui freine l'achat de micro-ordinateurs ; les

Etats-Unis tentent de saborder un rival gênant.

Vers la destruction totale de l'Amazonie ?

L'agrandissement de la piste d'atterrissage de Surucucu est le signe avant-coureur de la mise en valeur de la « Calha Norte », zone qui comprend les Etats et les territoires de l'Amazonie, du Roraima, du Para et de l'Amapa. Ce projet, évalué à 900 millions de cruzados (3) prévoit, entre autres, l'installation de bases militaires pour surveiller les frontières et contrer la prétendue pénétration de guérilleros étrangers. L'objectif principal est l'exploitation des gisements de minerais stratégiques : bauxite, uranium... Cette zone en question est actuellement habitée par 40 000 Indiens d'une cinquantaine d'ethnies différentes. Leur vie est donc directement menacée. L'évêque de Boa Vista, Mgr Aldo Mogiano, n'a pas hésité à déclarer que ce « projet est une manière de

camoufler la suppression des Indiens en tant que peuple ».

Tandis que d'importantes entreprises de prospection incitent à l'invasion des terres indiennes pour la recherche de l'or, le gouvernement appelle à la colonisation des terres vierges de l'Amazonie. C'est la dernière carte que joue Brasília pour éviter toute explosion paysanne, afin de ne pas remettre en cause le pouvoir de l'oligarchie terrienne.

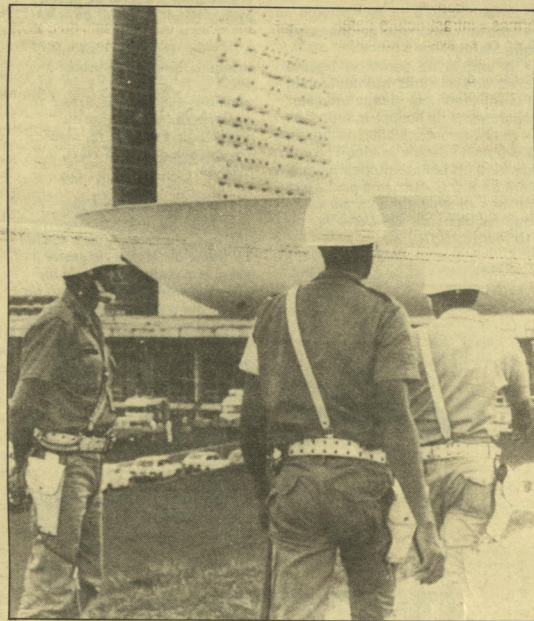
En suspendant le paiement de sa dette extérieure, le Brésil prouve l'échec de son modèle. De recul politique en déroute économique, le gouvernement navigue à vue. Le retour à la démocratie n'a en rien réglé les problèmes de fond de cette société. Tout reste à faire.

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

(1) De 5,7 millions d'adhérents en 1978 à 9,7 aujourd'hui.

(2) En 1980, la production locale ne représentait que 7% des 1,6 milliards du marché national.

(3) Soit 450 millions de F.F.



coalition de centre-droit de maintenir le gel des prix, dès le 21 le gouvernement l'abrogea. D'importantes manifestations n'empêchèrent nullement la reprise de l'inflation. Les prix se mirent à flamber pour les produits de première nécessité. Pour l'année 1987, certains experts prévoient 100% d'augmentation des prix. Aujourd'hui, une certaine panique règne au gouvernement. Les diverses négociations entre patronat et syndicats n'aboutissent guère. La tension sociale monte peu à peu. Avec une dette de 108 milliards de dollars, le ministre des Finances déclara le 11 janvier que son pays n'avait « pas les moyens de rembourser les 12,5 milliards de dollars » pour cette année. Après des négociations, Brasília a récemment pris la décision de suspendre ses paiements.

dès le mois d'octobre. Le second programme se borna à prévoir l'installation de 1,4 millions de familles. Les terres seraient alors prélevées sur les domaines de l'Etat en priorité. Les objectifs d'une telle réforme étaient clairs : poursuivre la colonisation des terres dans l'optique de réduire les confrontations entre les propriétaires et les paysans.

Le 28 mai 1986, le ministre de la Réforme agraire démissionna pour protester contre la capitulation gouvernementale. Dès septembre, il était alors évident que l'objectif pour l'année ne serait pas atteint : seules 8 000 familles étaient installées sur les 150 000 escomptées.

Dans les campagnes, la violence est quotidienne. Avec la complicité des autorités locales et de la police, des paysans sont expulsés, menacés,

Tract distribué lors d'une manifestation

Vous trouverez ci-dessous le contenu d'un tract, distribué par la F.E.T.A.P.E. (1) lors de la manifestation des travailleurs de la canne à sucre le 10 septembre 1986 à Recife, qui révèle bien la situation qu'affronte les paysans brésiliens.

« Vous qui travaillez dans les magasins, dans les bureaux, que diriez-vous de subir quotidiennement l'arbitraire d'un homme de main du patron, armé d'une carabine calibre 12 ou d'un revolver calibre 38, qui vous oblige à peiner dix, douze, quatorze heures par jour, pour un salaire de misère qui ne permet même pas de nourrir convenablement vos enfants ? C'est ce que vivent les travailleurs ruraux de la zone de la canne Pernambuco.

« Pour ceux qui protestent contre cet état de choses, c'est la violence la plus barbare, parfois la mort. Durant les trois dernières années, dix-sept travailleurs de la canne ont été assassinés dont le président du syndicat de Passira et celui d'Aliança. Au cours des six derniers mois, six camarades ont été sauvagement assassinés dont deux à Amaraji, il y a dix jours à peine. Leurs veuves et orphelins sont ici, dans la manifestation, pour exiger que justice soit faite. Voilà ce que font les planteurs et propriétaires de raffineries : ils exercent impunément la violence contre les travailleurs ruraux.

« Outre les assassinats, on compte plus de cent cas de violence grave au cours des trois dernières années : tentatives d'assassinat, passage à tabac, coups et blessures, invasions et destructions des jardins potagers, humiliations en tout genre et menaces constantes. Voilà ce que doivent subir les travailleurs ruraux de la zone de la canne de Pernambuco. Voilà pourquoi ils viennent à Recife pour protester contre cette situation arbitraire et exiger du gouvernement qu'il prenne les mesures qui conviennent pour punir les coupables, et qu'il oblige les patrons à respecter leurs engagements contenus dans la Convention collective de travail ».

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

(1) Fédération des travailleurs agricoles de Pernambuco.

CHILI L'Unité populaire au pouvoir 1970-1972 (2^e partie)

DANS le précédent numéro du *Monde libertaire*, nous avons évoqué le contexte qui a précédé la venue au pouvoir de Salvador Allende et survolé l'action de son gouvernement et les réactions populaires qu'elle a suscitées. Aujourd'hui, nous abordons, plus en détail, les deux premières années du pouvoir de la gauche chilienne et les contradictions politiques apparues au sein de l'Unité populaire.

1970-1971

En application du « Programme commun » présenté aux élections présidentielles, une série de mesures sont immédiatement prises par le gouvernement en place. Les mines de cuivre, qui représentent 46% du produit national brut (tousjours aux mains du capitalisme américain), sont nationalisées. La loi instituant la nationalisation des « entreprises stratégiques » est adoptée et favorise ainsi la création du « secteur social de l'économie ». Les expropriations des terres privées des « latifundios » commencent à se réaliser grâce à des « subterfuges légaux » intégrés dans la réforme agraire déjà adoptée par le précédent gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei. Ces mesures sont immédiatement accueillies avec enthousiasme par les ouvriers et les paysans.

Par ailleurs une politique des prix et des salaires est mise en place dès 1971, qui entraîne une augmentation des salaires de 50% tandis que le coût de la vie ne s'élève que de 22%. Il s'ensuit une augmentation de l'argent mis en circulation, qui atteint 113% à la fin de l'année. On assiste alors à une nette amélioration du niveau de vie des secteurs les plus démunis de la population. Le chômage diminue et des mesures sociales sont entreprises pour développer les domaines de la santé, de l'enseignement et amorcer une nouvelle politique du logement.

L'ensemble de ce programme suscite alors un énorme succès populaire à l'égard du gouvernement, succès qui se répercute lors des élections municipales d'avril 1971, où l'Unité populaire obtient un score de 50% des voix de l'électorat (au lieu de 36,7% lors des élections présidentielles de septembre 1970).

1971-1972

Cette popularité est éphémère et elle va régresser rapidement pour laisser place à un climat de doute et d'inquiétude parmi les responsables politiques de l'Unité populaire. Une analyse, même sommaire de ce phénomène, révèle les éléments les plus importants qui ont introduit les contradictions au sein de l'Unité populaire.

Sur le plan économique, la politique de Salvador Allende engendre une inflation croissante et tend à accélérer la hausse des salaires. Il en résulte progressivement l'arrêt des investissements des secteurs privés qui aboutit à un blocus économique de la part des pays dont les intérêts au Chili sont touchés par cette politique. Enfin les dépenses de l'Etat dépassent largement ses ressources budgétaires.

Dans les secteurs de la moyenne et grande bourgeoisie, le doute et l'inquiétude vont bientôt faire place à un rejet total de la politique économique gouvernementale. A la fin de 1972, le rythme de l'inflation continue de croître et la pénurie de certains produits alimentaires arrive en scène provoquant un climat de mécontentement dans tout le peuple.

Dans la même période, les grands propriétaires terriens sont expropriés et la réforme agraire se met en place. La droite politique s'empresse d'exploiter cette situation en les mobilisant ainsi que les professions libérales, petits patrons et petits commerçants afin de préparer l'affrontement avec le gouvernement. Événement symptomatique important : la Démocratie chrétienne (D.C.) qui avait permis, grâce au vote de ses parlementaires, d'élire de justesse Allende président, rejoint l'opposition. Il faut rappeler que l'Unité populaire n'avait pas la majorité au Parlement et qu'elle demeurait ainsi dépendante de la D.C.

La forte radicalisation des luttes des mouvements sociaux de base commence à alarmer certains partis de l'Unité populaire. Ainsi, dans les campagnes, il ne leur est plus

possible de contrôler les expropriations massives de terres réalisées par les paysans pauvres. Le M.I.R., le M.A.P.U., qui jouissent d'une certaine influence dans le monde rural, sont dépassés par l'ampleur du mouvement.

Dans le secteur industriel, les syndicats affiliés à la C.U.T. (Centrale unitaire des travailleurs, créée en 1953) et contrôlés par les partis politiques de l'Unité populaire, sont impuissants face aux syndicats dits autonomes qui se sont implantés dans les « cordons industriels ». Une nouvelle dynamique syndicale prend la relève du « syndicalisme officiel ».

Naissance d'une autonomie ouvrière

Ces nouveaux syndicats que l'on retrouve dans les « Cordones Industriales » proposent le contrôle ouvrier dans la production et dans la distribution ainsi qu'une coordination permanente avec les habitants de chaque commune. Les principaux partis de l'Unité populaire : socialiste, communiste, M.A.P.U., appellent les travailleurs à la « discipline révolutionnaire » et au refus d'un « syndicalisme parallèle ».

Le M.A.P.U. et le P.S. soutiennent les « Cordones Industriales » dans la mesure où ils leur « programment » des rôles à jouer ainsi que des tâches à accomplir. Ainsi, la commission politique du M.A.P.U. parle des relations entre les « Cordones Industriales » et la C.U.T. en ces termes : « La lutte pour le contrôle des organisations de masse a permis la formation de Cordons parallèles, l'apparition de discussions bureaucratiques sur les problèmes de la dépendance (politique), sans aborder une seule seconde les tâches urgentes que les organisations de la classe ouvrière devaient développer... »

« Selon nous, les Cordons, en même temps qu'ils donnent de la force à la lutte de la base ouvrière de leur zone, sont un "instrument" pour renforcer organiquement et politiquement l'alliance avec les secteurs populaires qui habitent ou travaillent autour du Cordon. Les "commandos communaux" (1), sous l'hégémonie de la classe ouvrière, trouvent dans les Cordons la base solide pour se concrétiser et se développer. Et cela, oui, est nécessaire pour renforcer la réponse du peuple aux problèmes politiques et économiques que nous devons affronter. » (2)

La lutte menée par les bureaucrates politiques des partis de l'Unité populaire pour convaincre les travailleurs de suivre la ligne du « syndicalisme officiel » prôné par la C.U.T. est vaine et ne fait qu'aggraver les conflits avec le mouvement ouvrier. En soutenant la politique gouvernementale, les dirigeants de la C.U.T. perdent leur influence auprès des travailleurs.

Le mouvement paysan

Les partis politiques de l'Unité populaire se disputent aussi le contrôle des organisations paysannes. Le M.A.P.U., le P.S., le P.C. s'affrontent pour conquérir une clientèle électorale. La Corporation de la réforme agraire, appelée plus communément C.O.R.A., est l'organisme officiel de l'agriculture chilienne depuis 1962. Ses rôles sont variés et étendus :

- elle accorde les crédits de l'Etat aux coopératives paysannes ou à d'autres formes d'exploitation collectives ou individuelles ;
- elle offre des prestations de services technologiques gratuites ;
- elle gère un département social et juridique.

Toutes les expropriations de terres sont accompagnées d'aides aux paysans pauvres qui sont ensuite intégrés aux « Asentamientos Campesinos » (sorte de fermes d'Etat). Les ingénieurs agronomes de la C.O.R.A. étudient alors un plan d'exploitation agricole après chaque expropriation et donnent leur aval pour les prêts ou crédits accordés par la Banque de l'Etat.

Le département social de la C.O.R.A. a pour rôle de développer la formation des adultes dans les zones éloignées des grandes villes et d'améliorer l'habitat des ouvriers agricoles. Le département juridique défend les paysans et leur dispense l'information sur leurs droits, tandis qu'il exige des propriétaires le respect des nouvelles lois sociales.

Le rôle de la C.O.R.A. dans l'application de la réforme agraire est incontestable. C'est aussi pourquoi les différents partis de l'Unité populaire se disputent son contrôle. Sous le gouvernement d'Allende, le ministère de l'Agriculture crée le « Departamento de Capacitación Campesina », le D.C.C. Il représente en fait l'infrastructure politique de l'Unité populaire en secteur rural.

A partir de 1971, la pression politique du D.C.C. est telle qu'elle entraîne des conflits graves avec les paysans chiliens, traditionnellement hostiles à la récupération politique. On voit ainsi, dans tout le pays, de plus en plus de fédérations et de coopératives paysannes s'opposer au contrôle politique exercé par le D.C.C. Des centaines de « faux techniciens » agricoles sont intégrés à la C.O.R.A., ils ont pour tâche de contrôler les organisations paysannes et de faire respecter la politique agricole de l'Unité populaire. Mais cet effort de politisation des paysans aboutit à un quasi échec sur le plan national. Il en résulte d'ailleurs une baisse nette de la production dès 1971.

Dans les zones agricoles plus riches, la tension sociale donne lieu à des affrontements permanents entre propriétaires terriens et paysans, dus à la multiplication des expropriations « sauvages ». L'ensemble de cette situation ne tarde pas à avoir de profondes répercussions sur le plan politique.

Les « Poblaciones »

Dans les grandes villes, les habitants des quartiers pauvres commencent à s'organiser pour résoudre les problèmes immédiats tels que le logement, l'achat de denrées alimentaires, les transports collectifs, les locaux scolaires absents des bidonvilles les plus éloignés et d'énormes « infrastructure parallèles » se mettent en place avec la participation croissante des familles.

C'est dans ce secteur de la population chilienne que vont se développer les projets les plus radicaux basés essentiellement sur l'autonomie. De multiples organisations se créent dans les « Poblaciones ». La prise en mains de leur vie quotidienne débarrasse les habitants de la délinquance (organisations culturelles et sportives pour les jeunes) et de l'alcoolisme ou de la drogue naissante (contrôle de la vente des boissons alcoolisées). Les comités de quartier exercent un contrôle

systématique des prix pour empêcher la spéculation des commerçants dans un climat de pénuries.

Les « habitants sans toit » (« Pobladores Sin Casa ») pratiquent massivement les « occupations de terres vacantes » sur lesquelles ils construisent un habitat précaire. Le ministère du Logement (« Ministerio de la Vivienda »), dépassé par les événements, doit fréquemment intervenir pour trouver des solutions légales à ces installations « sauvages ».

En conclusion, il est clair, fin 1973, que l'évolution du processus politique, social et économique déclenché met en évidence l'avance des organisations populaires du pays par rapport aux projets politiques de l'Unité populaire dans les différents secteurs d'activité. Au début, les secteurs les plus radicaux du gouvernement : M.A.P.U., M.I.R., parti socialiste secteur Altamirano ont appelé les travailleurs à radicaliser leurs luttes pour « faire avancer le processus révolutionnaire ». La machine s'est mise en marche et les organisations des mouvements populaires ont manifesté leur volonté d'un changement fondamental de société. Et là, les partis politiques de l'Unité populaire ont dû « changer leur discours ».

C'est à partir de février 1972 que la crise politique de l'Unité populaire éclate. Ce mois-là l'Unité populaire fait publier la « Declaracion del Arrayan » où elle exprime son inquiétude par rapport aux erreurs commises sur le plan organisationnel. Les solutions proposées dans cette déclaration doivent mettre fin aux erreurs et aux déficiences. Elles resteront cependant de bonnes intentions. C'est au mois de juin 1972, dans le « Conclave de la Curro » qu'un changement radical se produit au sein du gouvernement. Le parti communiste va prendre le contrôle quasi total de l'économie du pays.

Relations internationales

(1) Les « commandos communaux » regroupent des organisations de base communales et des représentants des « Cordones Industriales » afin de gérer tous les aspects de la vie quotidienne des communes et d'en résoudre de façon autonome les problèmes.

(2) La Révolution chilienne, M.A.P.U., 1970-1973, recueil de textes, p. 71, Politique Hebdo, 1974, Paris.



Le colonialisme français en Nouvelle-Calédonie à la fin du XIX^e siècle

AL'HEURE où le ministre des D.O.M.-T.O.M., M. Bernard Pons, dénie à la Nouvelle-Calédonie le droit à l'indépendance politique, clamant que ce territoire n'est pas une colonie, il nous a semblé intéressant de publier le texte ci-dessous. Cinquième partie du livre de Paul Vigné d'Octon « La gloire du sabre » (1), l'auteur y dénonce les exactions de la colonisation.

Sans remettre en cause d'une façon claire la présence française dans ce territoire, des problèmes comme l'impôt, la dépossession des terres kanakes ou encore l'alcoolisme sont abordés sans complaisance pour les autorités coloniales.

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

APRÈS les atrocités des expéditions soudanaises et les crimes de la conquête malgache, ce livre serait incomplet si je ne disais ici quelques mots des vexations, des spoliations et des injustices de toute sorte dont l'administration se rend coupable à l'égard des malheureux indigènes de la Nouvelle-Calédonie. Sus aux Canaques ! Telle paraît avoir été la devise de tous les gouverneurs civils ou militaires qui, depuis notre occupation jusqu'à ce jour, se sont succédés à Nouméa.

Je ne veux pas refaire ici l'histoire des insurrections que leur gouvernement de combat et la cupidité maladroite des colons provoquèrent à des époques diverses et que suivirent d'épouvantables représailles. Maintes fois, lorsque j'en écoutais les péripéties de la bouche d'un témoin sincère, je ne pouvais m'empêcher de me dire : comment se peut-il que de pareilles abominations se soient déroulées au sein d'une nature dont les enchantements perpétuels et la clémence devraient endormir les instincts vio-

Aussitôt, autour de la concession, un foyer de débauche s'organise. Le libéré (du bague, N.d.R.), d'ailleurs, flairant le vice, ne tarde pas à apparaître chez le colon, à se montrer à ses côtés, à le seconder, à prendre bientôt la direction de l'entreprise. La malheureuse tribu ne tarde pas à s'émietter sous le fléau.

« Au commencement de l'année 1899, m'écrivit un médecin de la marine, au grand pilou-pilou (2) de Koné, une vingtaine de Canaques sont morts dans l'espace de trois jours, d'ivresse aiguë ou de ses suites directes (sur un millier d'assistants). Un colon, des mois après ce gain, m'avoua avoir fait 180 francs de recette la nuit précédente ». S'étonnera-t-on après cela que des 150 000 indigènes calédoniens qui vivaient au milieu du siècle, il en reste aujourd'hui 11 000 à peine ? En retour de ces bienfaits, nous exigeons d'eux, depuis 1899, un impôt de capitation (3) d'une illégalité monstrueuse.

Un impôt écrasant

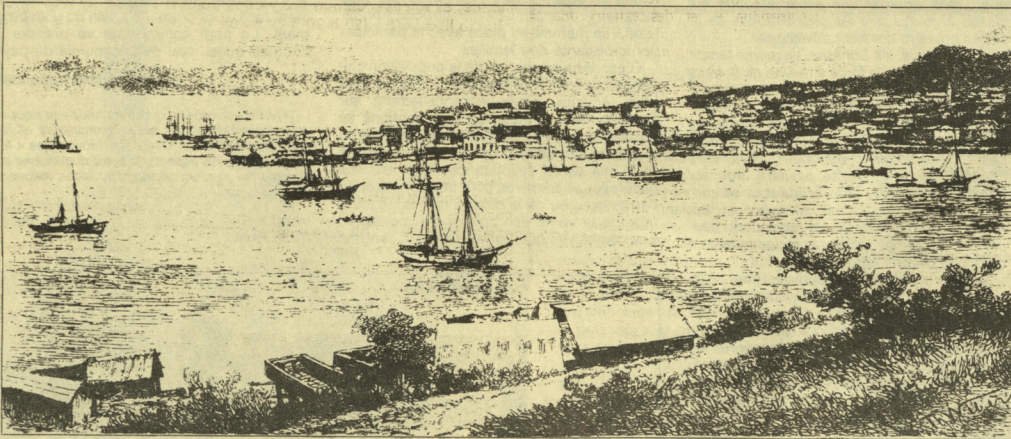
Impôt illégal, car le décret du 12 septembre 1895, sur lequel s'appuie l'administration coloniale, n'autorise la capitation que sur la population toute entière et non sur les Canaques exclusivement : ce qui est le cas.

Impôt écrasant et monstrueux (15 francs par tête). Il est censé représenter pour les indigènes l'impôt foncier des Blancs ; mais en fait, il équivaut, suivant la composition des familles, à six ou sept fois, ou même dix

seuls Canaques ne figurerait plus au budget de 1900.

« Sans doute, nous eussions désiré que cet impôt illégal fut immédiatement supprimé, nous n'en avons pas moins accueilli avec reconnaissance cette décision, convaincus, monsieur le ministre, que grâce à votre haute intervention, nous verrions incessamment disparaître un impôt écrasant et arbitraire qui constitue une véritable provocation à la révolte. Nous étions dans l'erreur. Nous apprenons, en effet, que le Conseil général, à l'instigation évidente de monsieur le gouverneur, a adopté, dans sa séance du 18 novembre 1899, une délibération aux termes de laquelle : 1. Il vote une somme de 110 000 francs à inscrire au budget des recettes de l'année 1900 au titre " Impôt de capitation ". 2. Demande à l'Administration de n'établir les rôles que dans le 2^e semestre de l'année 1900, de façon que la question soit tranchée par le ministre et que l'établissement de ces rôles puisse être fait en vertu du décret modifiant le premier et disant que les indigènes seuls paieront cet impôt... 3. Donne mission à son président qui doit se rendre en France en 1900, pour présenter cette question à monsieur le ministre des Colonies, en le priant d'insister d'une façon toute spéciale sur l'application de l'impôt de capitation aux seuls indigènes et sur la publication du rapport de monsieur l'inspecteur Arnaud.

« Aucune réponse n'a été faite à notre argumentation, ni dans le cours de la délibération ni dans les considérants qui précèdent la résolution que nous venons de reproduire.



Le port de Nouméa à la fin du siècle dernier.

lents et cruels des créatures qui l'habitent ? Comment se peut-il que dans ces pays divins, sous l'inaltérable bonté d'un ciel d'azur, parmi ces races jeunes qui vivaient, robustes, innocentes, d'une vie facile et heureuse, nous nous soyons complus à apporter toutes les tares de nos vieilles races ?

Les ravages de l'alcoolisme

Les pounoms ravagés par la phtisie, le sang empoisonné par la vérole, les Maoris de Tahiti, jadis si gracieux et si forts, disparaissent un peu chaque jour de ces contrées bien heureuses. Et les Canaques échappés à nos balles boivent l'alcool meurtrier dans les profondeurs de l'île où nos soldats les ont repoussés, mais où le cabaretier sait bien les suivre. A peine installé sur sa concession, le plus souvent volée par l'administration à l'indigène, comme on le verra tout à l'heure, que fait le colon ? Va-t-il se mettre incontinent à la besogne ? Oh ! que non, défricher, planter, semer, cela demande trop de peine, puis combien longue à venir est la récolte ? La tribu en partie spoliée est là tout près : ses huttes touchent sa case ; vite, il prend une patente de mastroquet, et en échange de ce que l'administration lui a laissé, il la sature d'eaux-de-vie toxiques.

fois l'impôt foncier supporté par les Blancs. Et ce prétendu équivalent de l'impôt foncier pèse sur des gens à qui l'on vient d'enlever la base même de l'impôt foncier : la terre.

Il semble qu'on veuille acculer ces malheureux à des actes de désespoir. Un impôt de capitation perçu en 1896 sur toute la population n'a produit qu'une cinquantaine de mille francs, les indigènes étant frappés alors sur les cinq septièmes de la totalité de la taxe. On répartit aujourd'hui sur les seuls Canaques une somme de 110 000 francs qu'on prétend faire rendre à cette capitation illégale !

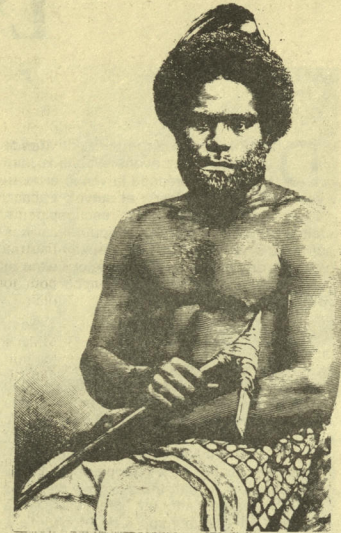
Ces renseignements, que je dois à M. Paul Viollet, membre de l'Institut, secrétaire du Comité de défense des indigènes, sont d'une rigoureuse exactitude. Voici en quels termes ce comité, qui poursuit vaillamment la réparation de toutes les injustices coloniales, écrivait en mars dernier à M. le ministre des colonies : « Le Comité de protection et de défense des indigènes a déjà eu l'honneur d'attirer, à diverses reprises, votre bienveillante attention sur la situation de plus en plus précaire et misérable faite aux Canaques de la Nouvelle-Calédonie par l'administration locale. Vous avez bien voulu, prenant en considération les faits précis que nous vous avions exposés, nous faire savoir par dépêche du 14 novembre dernier que l'impôt de capitation perçu illégalement en 1899 sur les

On essaie même pas de contester l'illégalité de la mesure ; on tente audacieusement de considérer votre décision comme susceptible d'être réformée et l'on se flatte de parvenir prochainement à ce résultat. N'est-ce point là, monsieur le ministre, un véritable défi porté à votre autorité ?

« Quant à nous, nous maintenons formellement toutes les considérations de légalité et d'humanité que nous avons fait valoir précédemment et qui vous ont amené, monsieur le ministre, à prendre la mesure réparatrice contre laquelle le gouvernement local de la Nouvelle-Calédonie essaye maintenant de s'insurger. Nous ne doutons pas que vous ne mainteniez énergiquement votre décision. Votre haute autorité achèvera l'œuvre si bien commencée.

Atmosphère de révolte

« A défaut du souci de la justice et de la légalité, le seul intérêt de la colonie consiste à défendre encore avec fermeté les Canaques contre les exactions qui les menacent. Nous savons, en effet, de source très sûre que la perception de l'impôt illégal de capitation en 1899 les a déjà amenés à un état d'excitation très inquiétant. Des colons, dont nous avons les lettres sous les yeux, déplorent l'état d'insécurité absolue dans lequel ils



se trouvent par la suite des mesures prises, à l'occasion de cet impôt, contre les Canaques. Une pareille fermentation chez ces indigènes, poussés à bout, pourrait amener les plus grands malheurs. L'histoire de la colonie est là pour le prouver. Si l'impôt écrasant de capitation était rétabli en 1900, c'en serait fait peut-être de la sécurité de l'île. Déjà la situation est grave. Un certain nombre de chefs canaques ont été incarcérés, sans jugement.

« Un administrateur s'est livré, en particulier, à des violences qui ont ému, à juste titre, la population du chef-lieu et monsieur le gouverneur lui-même (France australe du 20 novembre 1899). Un tel état de choses ne saurait se prolonger sans danger. La suppression de l'impôt, dont l'illégalité a été officiellement reconnue par vous, doit être maintenue. La délibération et l'arrêté de 1898 fixant la taxe de capitation à 15 francs et l'appliquant aux seuls indigènes est en contradiction avec les dispositions du décret de 1895 sur la matière. Et ce décret lui-même est conforme à l'équité et à l'intérêt, bien entendu, de la colonie. Le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie n'a qu'à s'incliner devant la loi. Veuillez agréer, etc. »

Les dépossession de terre se poursuivent

Ce n'est pas tout. Non seulement, après les avoir abrutis par l'alcool, nous les soumettons au régime fiscal le plus inique, mais avec l'audace des malfaiteurs de profession, l'administration vole à ces malheureux leurs meilleurs terres. Vous me demandez de vous dire, écrit à M. Paul Viollet, un avocat de Nouméa, M. Giraud, s'il y a quelque chose à faire pour sauver les tribus qu'on veut dépouiller, qu'on dépouille tous les jours et qu'on a dépouillées.

Oui, il y a quelque chose à faire. Il y aurait, à mon humble avis, à attaquer devant tribunal compétent, Conseil d'Etat ou autre, tous les arrêtés de dépossession qui sont d'une injustice flagrante et d'une illégalité absolue.

Les droits du vainqueur ont pris fin le jour où, par un acte de la puissance publique, le représentant de l'empereur Napoléon III a reconnu aux diverses tribus calédoniennes la propriété des terrains alors occupés par elles, sous réserve de délimitation ultérieure. Cet acte est inséré au Bulletin officiel de la colonie. En suite de cet acte, la délimitation a été faite pour quelques tribus, mais pas pour toutes. Les droits imprescriptibles des tribus à la propriété de leurs terres ont été reconnus et confirmés très postérieurement dans les deux décrets du 16 août 1884 et de 1897.

Depuis deux ou trois ans, c'est-à-dire plus de trente ans après l'acte initial, sous le prétexte de reprendre la délimitation pour les tribus non délimitées à l'origine, on vole aux Canaques leurs meilleures terres, les chassant des lieux où de temps immémorial ils ont établi leurs villages, leurs cultures, leurs tombeaux. C'est plus qu'odieux !

Paul Vigné d'Octon

(1) Vigné d'Octon, « La gloire du sabre », éditions Quintette, en vente à la librairie du Monde libertaire, 79 F.

(2) Grande fête canaque.

(3) « Impôt par tête », taxe levée par individu. Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.d.R.).

«
laid, co
sale et p
advenu
tant, tou
que cel
n'était-c
d'être q
sage, co
pouvait
ble, plei
n'était p
advenu
on volé
rattrapp
petit ad
ment ab
drame d
ler, 1983

du p

Ces c
parents
pourrait
remet en
d'éducat
Selon e
repose s
un enfan
rait à j
égoïste,
qui sera
enfant s
tous ses
mitives,
ses obje
sion de d
ment a
d'apprer

Du
« pur
contre
Con
scolair
fêter l'
en hivi
On
nes qu
confro
être la

S
AC
dé
tré
donne e
quin au
Il faut
page, le
tivé ; s
brute a
et la pro
Taiwan
sont éloc
économi
est allé v
le fascis
Dong, le
René Du
Avec
champion
nous rév
leur île e
tallé les p
Taiwan
serait-ce
ou tout

René D
à la libra

L'ANTI-EDUCASTRICE A propos de Alice Miller

« **Q**U'AUURIEZ-VOUS fait si je m'étais montré méchant, laid, coléreux, jaloux, paresseux, sale et puant ? Que serait-il alors advenu de votre amour ? Et pourtant, tout cela je l'étais aussi. Plutôt que celui que j'étais vraiment, n'était-ce pas celui que je feignais d'être que vous aimiez — cet enfant sage, compréhensif et sur qui l'on pouvait compter, cet enfant agréable, plein d'empathie qui, en fait, n'était pas un enfant ? Qu'est-il advenu de mon enfance ? Me l'a-t-on volée ? Je ne pourrai jamais la rattrapper. J'ai été dès le début un petit adulte. A-t-on tout simplement abusé de mes facultés ? » (Le drame de l'enfant doué, Alice Miller, 1983).

Remise en cause du principe d'éducation

Ces questions, à combien de parents et d'éducateurs, ne pourrait-on les poser ? Alice Miller remet en question le principe même d'éducation, sous toutes ses formes. Selon elle, le concept d'éducation repose sur un a priori des adultes : un enfant, livré à lui-même, resterait à jamais sale, paresseux et égoïste. Alors que c'est le contraire qui serait vrai : si on laissait un enfant se livrer tranquillement à tous ses « vices », ses pulsions primitives, somme toute peu dangereuses objectivement, il aurait l'occasion de devenir, de lui-même, réellement adulte, propre, curieux d'apprendre.

Seulement voilà : les manifestations de vie, d'individualité, les sentiments trop intenses des enfants effraient la plupart des parents. Ce n'est pas dans des sévices spectaculaires que peut se réaliser la pire destruction d'un individu, mais dans cette situation simple, quotidienne et banale : un enfant utilisé par ses parents, qui sert à la fois de bouc émissaire et d'écran à fantasmes aux frustrations de ses parents — qui trouvent enfin un être disponible pour jouer tous les rôles qu'il leur plaît.

Contrairement à Freud, Alice Miller souligne la « responsabilité » (et non la culpabilité) des parents dans les troubles psychiques des enfants. Selon le père de la psychanalyse, c'est l'enfant et ses fantasmes (désir de la mère, haine du père, etc.) qui est seul responsable de ses névroses. En réalité, le drame c'est que les parents attendent, consciemment ou pas, beaucoup trop de leurs enfants : tout ce que les enfants, eux, seraient en droit d'attendre de leurs parents : qu'on les prenne au sérieux, qu'on soit à leur disposition, qu'on leur donne un amour inconditionnel et absolu.

L'enfant victime

Ils attendent également de l'enfant qu'il devienne tout ce qu'ils n'ont pas pu devenir eux-mêmes, qu'il donne un sens à leur vie, qu'il rapproche leur couple... Tâches écrasantes pour un enfant, qui n'a que des besoins, et qu'on fait crouler sous les devoirs. On pourrait être tenté de rapprocher cette théorie de

celle de Neil (Libres enfants de Summerhill), ce serait une erreur. Il faut tenir compte du fait que les enfants sont très sensibles aux attentes des parents et que celles-ci peuvent se manifester autrement que par la pression directe.

Si un parent, ou un éducateur, attend quelque chose de précis d'un enfant, celui-ci le percevra et se conformera spontanément à cette attente, par crainte de perdre l'affection des adultes, dont il ne peut se passer. Dans ce cas, l'éducation n'est que plus pernicieuse car, en l'absence de rapports de domination explicites, l'enfant ne sait pas contre quoi il y a lieu de se révolter ni même s'il y a lieu de se révolter. Ce n'est qu'une forme de récupération, parmi tant d'autres...

Dans ces conditions, l'enfant n'aura jamais l'occasion d'apprendre à développer ce qu'il est réellement et, pire encore, croira sincèrement être ce qu'on l'a forcé à être, comme Bella Lugosi se prenait pour un vampire et Caligula pour Dieu... Devenu adulte, il répètera le même schéma avec ses enfants, et ainsi de suite...

Trois livres

Ces théories, et beaucoup d'autres ayant trait à la recherche du « vrai soi », Alice Miller les a développées dans trois livres essentiels. *Le drame de l'enfant doué*, qui évoque plutôt l'aspect individuel de ces problèmes. *C'est pour ton bien*, qui explique les conséquences sociales de ces multiples erreurs d'éducation, en s'appuyant sur des exemples troublants comme l'enfance d'Hitler, le témoignage de Christiane F. et des extraits de manuels d'éducation du début du siècle. Dans *L'enfant et la terreur*, c'est la psychanalyse, vue comme métaphore de l'éducation, qu'Alice Miller remet en cause (alors qu'elle a elle-même une formation de psychanalyste).

Ces livres sont clairs, accessibles à tous, sans tomber dans la vulgarisation ; et ce qui est plus important, ils sont débordants de chaleur humaine, de respect des autres : à aucun moment Alice Miller ne parle du haut de sa supériorité de spécialiste. Comme le précise la préface du *Drame de l'enfant doué*, « c'est ce qui explique les réactions très fortes et profondes que son œuvre a provoquées chez un grand nombre de lecteurs dans différents pays ».

Sylvie PICARD

Alice Miller, « Le drame de l'enfant doué », « C'est pour ton bien », « L'enfant et la terreur ».

Le Maghreb en Bretagne

Du 14 au 31 mars, des Bretons d'origine maghrébine et des Bretons « pur porc » organisent une série de spectacles et d'animations sur la rencontre de deux cultures longtemps ignorées.

Concerts, fest-noz, expos, contes, cinéma, conférences et animations scolaires se succéderont dans la région de Quimperlé (Côtes-du-Nord) pour fêter l'apparition du printemps (quoique la quinzaine aurait pu avoir lieu en hiver ou en automne).

On entend tant parler du choc des cultures européennes et maghrébines que ça donne l'envie de faire de la publicité pour les occasions de confrontation plus intelligente de cultures complémentaires ; c'est peut-être la meilleure façon de lutter contre le racisme anti-maghrébin.

J.-C. (Rennes)

NOTE DE LECTURE

Formose l'île merveilleuse

SACRÉ René Dumont ! Depuis 1935, il a écrit 35 livres consacrés au développement des pays les plus pauvres de la planète et il n'a rencontré sur son chemin que des échecs ! Sauf dans un seul cas. Je vous le donne en mille : à Taiwan ! Au point de lui avoir consacré son dernier bouquin au titre sans équivoque : *Taiwan, le prix de la réussite*.

Il faut reconnaître que les chiffres sont impressionnants. Dès la première page, le décor est planté. Densité au km² : 525, ou plutôt 2 100 au km² cultivé ; sûrement un record mondial. De 1952 à 1985, la production intérieure brute a été multipliée par 14, la pêche par 9, le volume des transports par 14 et la production industrielle par 47 ! L'histoire politique contemporaine de Taiwan est assez bien connue. Son histoire économique moins. Les chiffres sont éloquentes : Formose a réussi en 30 ans son « take off », son décollage économique. Oui, mais à quel prix ? C'est précisément ce que René Dumont est allé voir sur place. Et il en tire de nombreux enseignements. Coincés entre le fascisme « noir » de Tchang-Kai-Chek et le fascisme rouge de Mao-Dze-Dong, les Taïwanais se sont transformés en *homo economicus*. Le récit de René Dumont en donne une description orwellienne.

Avec quelques mots d'humour, il nous rappelle que ce petit pays est le champion toutes catégories pour le piratage de marques et des brevets. Il nous révèle aussi une des « astuces » technologiques des Formosans. Comme leur île est pauvre en minerais, ils ont après la Seconde Guerre mondiale installé les plus grands chantiers du monde de démolition de vieux bateaux...

Taiwan, un modèle à imiter ? Sûrement pas, mais des idées à méditer, ne serait-ce que celle de la réforme (et de la révolution) agraire, valent le voyage ou tout au moins le détour.

Y. PEYRAUT

René Dumont, *Taiwan, le prix de la réussite*, éditions La Découverte, 85 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Programmes de Radio-Libertaire

Jeu 19 mars

- « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : la mandoline dans le blues, un anachronisme illustré par les disques de Johnny Young et Yank Rachell.
- « Femmes libres » (12 h à 14 h) : les femmes afghanes.
- « Enlirez-vous » (16 h à 17 h 30) : Pierre Desproges pour « Chroniques de la haine ordinaire » (sous réserve).
- « Si vis pacem » (17 h 30 à 18 h 30) : l'Union pacifiste de France.
- « Paris au ras des pavés » (19 h 30 à 20 h 30) : le métropolitain.
- « Bibliomanie » (20 h 30 à 22 h 30) : un livre, un auteur, l'invité du jour.
- « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : les festivals à venir en France.

Vend 20 mars

- « H. comme hasard » (12 h à 14 h) : la « rousse », 22 et ses silences !
- « Sketches » (14 h à 15 h 30) : nouvelles émissions... surprise !
- « Disques à la demande » (15 h 30 à 17 h) : à vous de jouer !
- « L'invité quotidien » (19 h à 21 h) : rediffusion de l'émission réalisée avec Michel Tubiana, secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme, le 3 octobre 1986, sur le thème : « Le droit d'asile ».

Sam 21 mars

- « La nuit pacifiste » (à partir de 1 h) : pour réveiller l'antimilitarisme et éclairer le pacifisme.
- « Le père peinard » (10 h 30 à 11 h 30) : le « salariat » de Kropotkine avec Régis Faudot et Paul Chenard.
- « Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : la C.F.D.T., de la C.F.T.C. à aujourd'hui, évolution ou confirmation ?
- « De bouche à ortels » (14 h 30 à 16 h 30) : Gianni Esposito n'a pas fait que « le clown ». Emission spéciale sur ce grand chanteur, traducteur entre autres de poésie...

Dim 22 mars

- « Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : le mystère des templiers.
- « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : présentation de la musique en Amérique du Sud. Avec des disques rares, inédits en France. Retransmission de concerts.
- « Graffiti » (18 h 30 à 20 h 30) : entretien avec Daniel Bureau à propos de son exposition au Musée des arts décoratifs (de mars à avril).

Lun 23 mars

- « Chronique du lundi » (9 h à 11 h) : informations, actualités, revue de presse.
- « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : alimentation et tiers monde, avec l'association Frères des hommes.
- « Radio libertaria » (20 h 30 à 22 h 30).

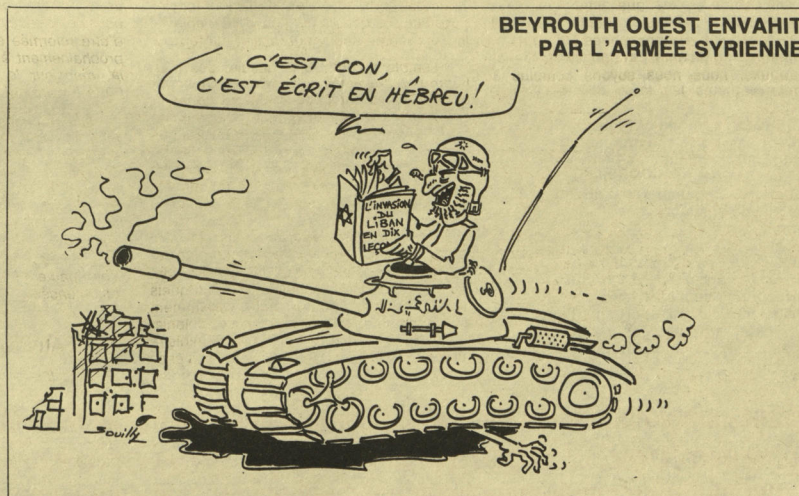
Mardi 24 mars

- « Série noire » (à partir de 1 h) : le polar noir à la une de 89.4.
- « Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : l'anarcho-syndicalisme et la sécurité sociale.

Mer 25 mars

- « Rouge profond » (à partir de 1 h) : la nuit du fantastique sur Radio-Libertaire.
- « Micro-climat » (15 h à 17 h) : la pollution des eaux avec Greenpeace.
- « Sens interdit » (17 h à 18 h 30) : « comment les Indiens d'Amérique du Nord se soignent-ils ? », avec comme invité Dominique Chambaran (ethnologue).

ON SOUSCRIT... ON S'ABONNE...
AU MONDE LIBERTAIRE HEBDO



COMMENT peut-on à partir des mêmes faits arriver à des conclusions qui leur sont aussi opposées ? C'est la question que l'on se pose à la lecture de l'ouvrage de Alfred Fierro-Domenech (1). L'auteur a consciencieusement rassemblé les données-épaves d'une multitude de travaux — de l'article ciblé extrait de revues scientifiques quasi confidentielles jusqu'aux ouvrages reconnus —, pour nous décrire la géographie historique de la France. Il n'a négligé aucun domaine, sinon celui de l'économie ce qui entraîne d'ailleurs à considérer l'histoire sous un angle trop événementiel, lié aux péripéties de la famille royale. Mais basta ! la réalité est là qui nous est livrée : la nation française n'est que le rassemblement historiquement localisé et géographiquement fluctuant d'un grand nombre de contingences.

Quelle unité ?

Unité ethnique ? Les diversités biologiques sont parfois surprenantes (l'exemple des Basques avec la prédominance du groupe sanguin O), même si elles restent impossibles à systématiser en races. Unité linguistique ? A la vieille séparation langue d'oc et langue d'oïl se superposent tous les parlers régionaux : breton, flamand, alsacien, les apparentés, le franco-provençal, le corse, le catalan. Unité religieuse ? Au cœur du catholicisme traditionnel, le protestantisme maintient ses foyers ruraux (Bas-Rhin, Saintonge, Cévennes, Drôme-Ardèche) et l'islam progresse dans les villes.

Unité sociologique ? Le divorce n'est pas réparti uniformément. Contrairement à ce que l'on pense généralement, il est sans rapport avec le fait religieux ni même avec l'opposition ville-campagne (on divorce proportionnellement autant dans la région parisienne que dans les fiefs catholiques ruraux d'Alsace ou de Franche-Comté) : il est lié aux structures familiales, elles-mêmes réparties régionalement.

Unité des comportements électoraux ? Malgré le credo marxiste, le vote communiste n'est pas lié à une prépondérance de la classe ouvrière, ce serait plutôt le contraire (le coefficient de corrélation entre l'importance relative du secteur industriel et le pourcentage de voix

GÉOGRAPHIE HISTORIQUE

L'Hexagone aux Hexagonaux

obtenues par le P.C.F. aux élections législatives est pratiquement nul). Le P.C.F. ne rencontre la classe ouvrière que dans le nord de la France.

Même la violence semble se cartographier régionalement : au nord et à l'est d'une ligne reliant approximativement l'estuaire de la Seine au Jura, les cas de folie, les viols, les assassinats, les coups et blessures sont plus fréquents qu'au sud de celle-ci. Lien avec l'opposition pays d'openfield et pays de bocage, et donc avec les diverses formes de matérialisation de la propriété individuelle ? La situation sociale de la femme n'échappe pas non plus à la géographie : le lointain matriarcat germanique semble se perpétuer, il y a proportionnellement plus de sage-femmes dans le Nord et à l'Est et leur cartographie correspond avec celle des sorcières d'anïan !

L'unité politique

Unité politique ? De l'empire romain à la Ve République en passant par les Mérovingiens, les Capétiens, la Renaissance, la Révolution française, l'Empire, les pouvoirs de filiation différente n'ont cessé de se succéder en rapport avec leurs alliés « italiens », « anglais », « espagnols », « autrichiens » puis « américains ». Unité territoriale ? Les frontières n'ont cessé de bouger jusqu'en 1945 : récupération de quelques terres alpines sur l'Italie ex-mussolinienne (que Fierro-Domenech oublie d'ailleurs de mentionner) et dernières grandes acquisitions : Savoie et Comté de Nice en 1860, en paiement du soutien français (impérialiste) au royaume Piémont-Sardaigne contre l'Autriche, et après plébiscite bien sûr... Et je mets à part le cas de la décolonisation.

A tel point que le Liban occupé par les francophones depuis le temps des Croisades pourrait se proclamer plus français que l'Alsace germanophone rattachée à l'Etat français au XVIII^e seulement (et non sans vicissitudes ultérieures). Comme presque tout l'Est français, au demeurant, qui faisait partie du Saint-Empire Romain Germanique et dont l'histoire étrangère aux rois de France ne nous est guère contée dans les manuels scolaires.

Le voilà le problème : la nation est la concrétisation d'un pouvoir politique dont la force et les tendances centralisatrices culminent avec l'Etat moderne. Ici, il est issu de la Révolution française pour donner l'Empire, puis la République, mais il est déjà en germe dans la monarchie absolue du Roi Soleil. C'est effectivement la seule gloire dont peuvent s'enorgueillir les descendants « français » des Sans-culottes, celle d'avoir été le marche-pied de la bourgeoisie pour mettre en place une administration moderne reposant sur les abstractions de « l'intérêt général » et autre « communauté nationale », figée dans l'idée (sur mesure) de « constitution » (à l'origine du premier empire mondial actuel fondé sur la sacro-sainte Constitution américaine et encore en vogue dans

son rôle d'écran de fumée : cf. les Philippines), dégénérée dans les revendications de « service public » ou de « nationalisation ».

C'est oublier l'existence de l'anarchie témoinnant que l'homme est un individu social par essence, d'où l'absurdité des idées rousseauistes de « contrat social » qui serait postérieur à la naissance (lequel sous-entend l'idée de « constitution » et qui est — faut-il le rappeler — complètement différent de l'« association » proudhonienne), anarchie ne reconnaissant comme seules lois que celles de la nature.

En admettant implicitement le principe de l'Etat, et malgré ses foucades pseudo-anti-étatiques qui font crédit à une certaine mode, Alfred Fierro-Domenech ne peut qu'être amené à tordre les faits qu'il a lui-même exposés dans toute leur diversité pour conclure à l'existence d'une nation française, de la « France ». Il est donc significatif qu'il n'ait pas approfondi la problématique posée par la notion de frontière, et en particulier celle de « frontières naturelles », qu'il évoque dans son introduction (en oubliant malheureusement les travaux d'un géographe comme Raffestin). Cela lui aurait peut-être permis de voir ce qui se cache de relatif. Il est également dommage qu'il n'ait pas poursuivi son analyse du rôle de l'Eglise dans la formation des structures administratives et de la conscience nationaliste (l'idée de « France » est née avec les Croisades), faits qui nous confirment les réflexions de Bakounine sur les rapports qui existent entre la religion et le principe de l'autorité, à l'origine du principe d'Etat.

Le credo néo-libéral

Le lecteur a donc droit à des délires sur l'« enneui intérieur » (p. 81) et à des relents racistes sur ces « immigrés d'Afrique du Nord (qui) posent de gros problèmes » et qui s'assimilent moins vite que les immigrés antérieurs de culture voisine (p. 130), ou sur ces frontières qui sont « de vraies passoires » (p. 129). Alors que le territoire de l'actuel Etat français a été balayé au cours des siècles par des vagues de populations diverses : grecques, romaines, celtes, anglo-saxonnes, germaniques, normandes, et même arabes (que Charles Martel « écrase à Poitiers », ouf ! semble dire l'auteur. L'expansion impérialiste de l'Etat français semble, elle, relever de la mission culturelle grâce à la diffusion de la langue française (dernier chapitre).

S'abritant derrière un objectivisme et la prétention d'en appeler à une nouvelle géographie historique, Fierro-Domenech distille au passage, et tout à fait subjectivement, le credo néo-libéral. Le centralisme parisien est critiqué, la régionalisation est louée, mais pas question d'abolition de l'Etat : coucou l'Etat



minimum ! La Révolution française est flétrie pour sa bureaucratiation, mais rien sur les raisons de la révolte sociale. Napoléon, son parfait continuateur, n'est épargné que grâce à ses conquêtes. Vision classiquement passéiste, nostalgique, crypto-monarchiste, en parfaite contradiction avec les bienfaits que l'actuelle classe dirigeante en a retiré, en un mot typiquement réactionnaire.

Les diversités sont reconnues, les différences sont encensées, mais pas question d'égalité des droits ou d'aide mutuelle : que les plus forts gagnent. De la nouvelle gauche (P.S.U. — d'ailleurs curieusement cité [p. 114] —, 2^e gauche, gauche américaine, néo-cléricalisme) à la nouvelle droite, nombre d'idées sont furieusement similaires... et pas si récentes que cela. On se rend compte de l'offensive idéologique qui passe par de pleines pages sur Maurras ou même Brasillach dans le *Monde* et *Libération*. Il ne faudrait pas que les libertaires fassent indirectement crédit à l'une, en accordant une oreille complaisante à l'autre, sous prétexte qu'elle est de « gauche ». Le clivage passe par les antagonismes de classes et le principe d'autorité incarné par l'Etat, non par les combinaisons idéologico-politiciennes.

Philippe PELLETIER.

(1) Fierro-Domenech Alfred, 1986, Le pré carré, géographie historique de la France, Paris, Laffont, 328 p.



LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• **BOUTS DE CHANDELLES.** Une campagne pour la récupération des déchets est lancée. Dès le 16 mars, les deux chaînes (encore) publiques de télévision diffuseront notamment des messages dont le thème sera : « Nous sommes tous des transformateurs ». Les dissidents du Parti communiste français soutiennent, paraît-il...

• **BOUTS DE CHANDELLES.** Le « Figaro » a édité un « Petit guide du capitalisme populaire ». Bonne idée ! A l'étude deux autres guides : « L'Impérialisme humanitaire », suivi de « L'Aristocratie prolétarienne ».

• **CIERGES.** A l'origine des accidents de Luz-Arden (Hautes-Pyrénées) et de Valmorel (Savoie), qui ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés : « de graves négligences », reconnaît M. Douffiaques, ministre des Transports. De graves négligences... aidées par de petites économies sur le matériel de montagne.

• **CIERGES.** « Herald of Free Enterprise » porte sinistrement son nom. En trois minutes, à peine sorti du port de Zeebrugge (Belgique) : 150 morts. Le commerce n'attend pas, même si les cales se remplissent d'eau. Ce genre de catastrophe pourrait se reproduire demain sur des dizaines de ferryboats, puisque leur structure ne correspond pas aux normes de navigabilité des transports maritimes (trop hauts, trop peu compartimentés notamment). On attend pour voir ?

L.Y.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.